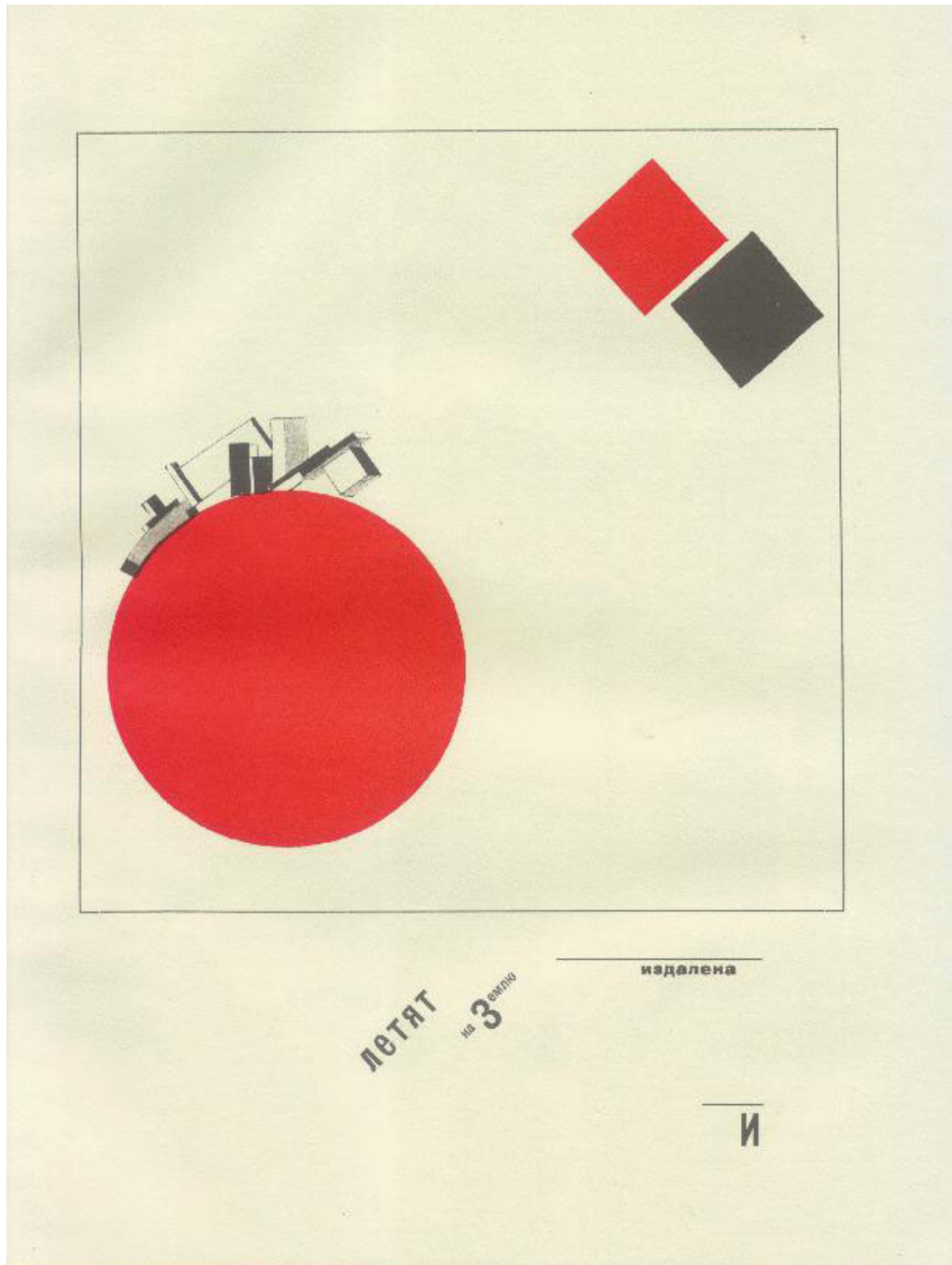


Paul Mattick

Biographies de

Otto Rühle, Anton Pannekoek, Karl Korsch

(1960-1964)



Présentation de Mattick

p.3

Otto Rühle

p.4

Anton Pannekoek

p. 25

Karl Korsch

p. 33



Otto Rühle jeune

Paul Mattick est né en Allemagne, en 1904, dans une famille prolétaire de tradition socialiste. Militant des Jeunesses Spartakistes dès l'âge de 14 ans, il fut élu, pendant la période révolutionnaire, délégué au Conseil ouvrier des usines Siemens à Berlin, où il était apprenti ouvrier. Il participe à de nombreuses actions, révoltes d'usines, émeutes de rue, se fait arrêter et sa vie est à plusieurs reprises menacée. En 1920, il quitte le parti communiste, devenu parlementariste et rejoint les tendances communistes de conseils qui forment le KAPD (le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne). À l'âge de 17 ans il écrit déjà dans les publications de la jeunesse communiste et s'installe à Cologne où il trouve du travail et tout en poursuivant son activité d'agitation au sein des Organisations Unitaires Ouvrières, dont Otto Rühle était un des fondateurs. C'est dans ce milieu qu'il se lie d'amitié avec un noyau d'artistes radicaux, les Progressives de Cologne, critiques acerbes des divers avatars de l'art et la culture dite prolétaire. Comme tant d'autres communistes extrémistes antibolchéviques, plus encore par son infatigable activité subversive, son nom se trouva vite sur les listes rouges du patronat. Réduit au chômage, poursuivi par la police et les nazis, marginalisé par les communistes orthodoxes, conscient du déclin du mouvement révolutionnaire autonome face à la montée du nazisme et à la bolchévisation des communistes, Paul décide, en 1926, d'émigrer, avec d'autres camarades, aux États-Unis.

Après quelques années de repli, qu'il met à profit pour étudier Marx, repenser les théories de la crise et ses rapports avec l'activité révolutionnaire, Paul s'installe à Chicago où il travaille comme ouvrier dans la métallurgie. Il rentre en contact avec les IWW (Industrial Workers of the World), syndicalistes révolutionnaires actifs dans le mouvement des chômeurs qui se développait alors. Il participe activement à ce mouvement, au sein des groupes de chômeurs radicaux de la région de Chicago (Workers League), lesquels prônaient, contre l'avis des organisations liées au P.C. USA, l'action directe pour obtenir des moyens matériels d'existence. Il rejoint ensuite un petit parti d'orientation communiste de conseils. C'est de ce milieu qui sont issues les revues *Living Marxism* (1938-1941) et *New Essays* (1942- 1943) , dont Paul était le rédacteur. C'est également à cette époque qu'il entre en relation avec Karl Korsch, devenu son ami, collaborateur de ces publications, au même titre que Pannekoek et d'autres communistes anti-bolchéviques européens et nord-américains. Le groupe s'attachait particulièrement à analyser les formes de la contre-révolution capitaliste et d'intégration de la classe ouvrière par l'État : les divers fascismes ou le New Deal américain.

Pendant la guerre Mattick continue à travailler comme métallo. La bureaucratie syndicale, alors sous le contrôle des communistes américains, imposait la paix sociale dans les usines au nom de la défense de la démocratie et de l'alliance avec la Russie de Staline. Dans les réunions syndicales, Paul attaquait régulièrement la clause anti-grève en rappelant que : " Maintenant que les patrons ont besoin de nous, c'est maintenant que nous devons les frapper ! ". Très vite des gorilles syndiqués, lui firent comprendre que de tels propos n'étaient pas très convenables, qu'après tout on était à Chicago et que sa santé se porterait mieux s'il évitait les réunions syndicales... À la fin de la guerre Paul vient à New York où il vit avec beaucoup de difficultés matérielles. Il se retirera ensuite dans un village du Vermont, où il vivra avec sa femme et son fils, en quasi auto-subsistance, sur un petit lopin de terre. Dans les années 60 il s'installe à Cambridge (Boston) où travaille sa femme Ilse et ou, désormais, il se consacrera à l'écriture. En 1969, il publiera, *Marx et Keynes, Les limites de l'économie mixte* , une des œuvres majeures de la pensée marxiste anti-bolchévique de l'après guerre. Mattick montre que, partant d'une répétition bourgeoise de l'analyse critique de Marx, Keynes n'a pu proposer qu'une solution provisoire aux problèmes économiques du capitalisme moderne et que les conditions qui rendaient efficace les mesures keynésiennes disparaissent avec leur application même. D'où son opposition à tous les courants économiques bourgeois et staliniens qui voient dans l'intervention de l'État un facteur de stabilisation et équilibre de la vie économique. En ce sens, son analyse des limites de cette intervention annonçait l'émergence de la réaction bourgeoise néolibérale et, d'un autre point de vue, incitait à un nécessaire retour à la critique de l'économie politique de Marx , seule voie pour comprendre la nouvelle période capitaliste.

À la fin des années 60, dans la foulée des mouvements étudiants et des luttes ouvrières, les idées dont il était un des porte-parole trouvèrent un nouveau intérêt parmi la jeunesse. Paul voyagera partout en Europe et au Mexique pour donner des conférences, rencontrer des gens, écrire dans les publications radicales. Jusqu'à sa mort, le 7 février 1981, il défendra l'idée que la transformation du monde et l'abolition du capitalisme ne pourront être menées à bien que par les intéressés eux-mêmes et que personne pourra accomplir cette énorme tâche à leur place. Qui plus est, soulignait-il, l'effort de compréhension du monde n'a de sens que s'il a pour but de le changer.

Ceux et celles qui ont eu la chance et le bonheur de le connaître, n'oublieront pas la force de ses convictions, la chaleur et la richesse du contact, son humour corrosif, la qualité humaine de la personne qui donnait vie aux idéaux de l'auto-émancipation sociale. Comme il l'aimait rappeler : " Aussi réduites que soient aujourd'hui les chances qui s'offrent pour une révolte, ce n'est pas le moment de mettre bas les armes. "

Charles Reeve

Otto Rühle

et le mouvement ouvrier allemand

Tiré de *Communisme*, organe de l'Organisation Communiste Révolutionnaire, N°10 (juin 1946), extrait de la revue *Essays for Students of Socialism*, mai 1945 – publiée par le Workers Literature Bureau de Melbourne. Publié en français dans les *Cahiers du communisme des conseils*, janvier 1969 et dans le cahier Spartacus Série B n°63 (1975), en anglais dans la compilation *Anti-Bolshevik Communism* en 1978, la version française étant datée de 1960, ce qui semble indiquer une version relue et modifiée par rapport à celle de 1945-46.

L'activité d'Otto Rühle dans le mouvement ouvrier allemand fut liée au travail de petites minorités restreintes à l'intérieur et à l'extérieur des organisations ouvrières officielles. Les groupes auxquels il a directement adhéré n'eurent à aucun moment une importance véritable. Et même à l'intérieur de ces groupes il occupa une position spéciale; il ne put jamais s'identifier complètement à aucune organisation. Il ne perdit jamais de vue les intérêts généraux de la classe ouvrière quelle que soit la stratégie politique spéciale qu'il ait soutenue un moment particulier.

Il ne pouvait pas considérer les organisations comme une fin en elles-mêmes mais simplement comme moyens pour l'établissement des relations sociales réelles et pour le développement plus complet de l'individu. A cause de ses larges conceptions sur la vie, il fut par moments accusé d'apostasie, et pourtant il mourut comme il avait vécu. Socialiste dans le sens réel du mot.

Aujourd'hui, tout programme et toute désignation ont perdu leur sens; les socialistes parlent un langage capitaliste, tous les capitalistes un langage socialiste, et tout le monde croit à tout et à rien. Cette situation est simplement l'aboutissement d'une longue évolution commencée par le mouvement ouvrier lui-même. Il est maintenant tout à fait clair que ce sont seulement ceux qui, dans le mouvement ouvrier traditionnel, ont fait opposition à ses organisations non démocratiques et à leurs tactiques, qui peuvent s'appeler proprement socialistes. Les chefs ouvriers d'hier et d'aujourd'hui n'ont pas représenté et ne représentent pas un mouvement d'ouvriers, mais un mouvement capitaliste d'ouvriers. C'est de se tenir en dehors du mouvement ouvrier qui a donné la possibilité de travailler en vue de changements sociaux décisifs. Le fait que, même à l'intérieur des organisations ouvrières dominantes, Rühle soit resté un indépendant est une preuve de sa sincérité et de son intégrité. Sa pensée toute entière fut cependant déterminée par le mouvement auquel il s'opposait et il est nécessaire d'en analyser les caractéristiques pour comprendre l'homme lui-même.

Le mouvement ouvrier officiel ne fonctionnait ni en accord avec son idéologie primitive, ni en accord avec ses intérêts immédiats réels. Pendant un certain temps, il servit d'instrument de domination pour les classes dirigeantes. Perdant d'abord son indépendance, il dut bientôt perdre son existence même. Les intérêts investis en régime capitaliste ne peuvent se maintenir que par l'accumulation du pouvoir. Le processus de concentration du capital et du pouvoir politique contraint tout mouvement socialement important à tendre soit à détruire le capitalisme, soit à le servir de façon conséquente. L'ancien mouvement ouvrier ne pouvait pas réaliser ce dernier point et n'avait ni la volonté ni la capacité de réaliser le premier. Contraint à être un monopole parmi les autres, il fut balayé par le développement capitaliste dans le sens de la direction monopoliste des monopoles.

Dans son essence, l'histoire de l'ancien mouvement ouvrier est l'histoire du marché capitaliste abordé d'un point de vue prolétarien. Ce qu'on appelle les lois du marché devait être utilisé en faveur de la marchandise. Les actions collectives devaient aboutir aux salaires les plus élevés possibles. Le "pouvoir économique" ainsi obtenu devait être consolidé par voie de réforme sociale. Pour obtenir les plus hauts profits possibles, les capitalistes renforçaient la direction organisée du marché. Mais cette opposition

entre le capital et le travail exprimait en même temps une identité d'intérêts. L'un et l'autre entretenaient la réorganisation monopoliste de la société capitaliste, quoique assurément, derrière leurs activités consciemment dirigées, il n'y eu finalement rien d'autre que le besoin d'expansion du capital même. Leur politique et leurs aspirations quoique basées en grande partie sur de véritables motifs tenant compte de faits et de besoins particuliers, étaient cependant déterminées par le caractère fétichiste de leur système de production.

Mis à part le fétichisme de la marchandise, quelque signification que les lois du marché puissent prendre par rapport à des pertes ou à des gains particuliers, et bien qu'elles puissent être utilisées par tel ou tel groupement d'intérêts, en aucun cas elles ne peuvent être utilisées en faveur de la classe ouvrière prise comme un tout. Ce n'est pas le marché qui gouverne le peuple et détermine les relations sociales régnantes, mais plutôt le fait qu'un groupe séparé, dans la société, possède ou dirige à la fois les moyens de production et les instruments d'oppression. Les conditions du marché, quelles qu'elles soient, favorisent toujours le Capital. Et si elles ne le font pas, elles seront transformées, repoussées ou complétées par des forces plus directes, plus puissantes, plus fondamentales, qui sont inhérentes à la propriété ou à la gestion des moyens de production.

Pour vaincre le capitalisme, l'action en dehors des rapports du marché capital-travail est nécessaire, action qui en finit à la fois avec le marché et les rapports de classe. Limité à l'action à l'intérieur de la structure capitaliste, l'ancien mouvement ouvrier menait la lutte dès l'extrême début dans des conditions inégales. Il était voué à se détruire lui-même ou à être détruit de l'extérieur. Il était destiné à être brisé de l'intérieur par sa propre opposition révolutionnaire qui donnerait naissance à de nouvelles organisations, ou condamné à être anéanti par le passage capitaliste de l'économie marchande à l'économie marchande dirigée, avec les changements politiques qui l'accompagnent. Dans le fait, ce fut cette seconde éventualité qui se réalisa, car l'opposition révolutionnaire à l'intérieur du mouvement ouvrier ne réussit pas à se développer. Elle avait la parole mais pas la force et pas d'avenir immédiat, cependant que la classe ouvrière venait de passer un demi-siècle à construire une forteresse à son ennemi capitaliste et à bâtir pour elle-même une immense prison, sous la forme du mouvement ouvrier. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre à part des hommes comme Otto Rühle pour décrire l'opposition révolutionnaire moderne, bien que le fait de distinguer des individus soit exactement à l'opposé de son propre point de vue et à l'opposé des besoins des ouvriers qui doivent apprendre à penser en termes de classes plutôt qu'en termes de personnalités révolutionnaires.

La première guerre mondiale et la réaction positive du mouvement ouvrier devant le carnage ne surprit que ceux qui n'avaient pas compris la société capitaliste et les succès du mouvement ouvrier à l'intérieur des limites de cette société. Mais peu le comprirent vraiment. Tout comme l'opposition d'avant-guerre à l'intérieur du mouvement ouvrier peut être mise en lumière en citant l'oeuvre littéraire et scientifique de quelques individus au nombre desquels il faut compter Rühle, de même "l'opposition ouvrière" contre la guerre peut aussi s'exprimer par les noms de Liebknecht, Luxembourg Mehring, Rühle et d'autres. Il est tout à fait révélateur que l'attitude opposée à la guerre, pour être si peu que ce soit efficace, dut d'abord se procurer une autorisation parlementaire. Elle dut être mise en scène sur les tréteaux d'une institution bourgeoise, montrant ainsi ses limites dès son premier commencement. En fait, elle ne servit que d'avant-coureur au mouvement bourgeois libéral pour la paix qui aboutit en fin de compte à mettre fin à la guerre, sans bouleverser le statu-quo capitaliste. Si, dès le début, la plupart des ouvriers étaient derrière la majorité belliciste, ils ne furent pas moins nombreux à suivre l'action de leur bourgeoisie contre la guerre qui se termina dans la République de Weimar. Les mots d'ordre contre la guerre, quoique lancés par les révolutionnaires, firent simplement l'office d'une endigue particulière

de la politique bourgeoise et finirent l'a où ils étaient nés dans le parlement démocratique bourgeois.

L'opposition véritable à la guerre et à l'impérialisme fit son apparition sous la forme des désertions de l'armée et de l'usine et dans la reconnaissance, lentement grandissante, de la part de beaucoup d'ouvriers, que leur lutte contre la guerre et l'exploitation devait englober la lutte contre l'ancien mouvement ouvrier et toutes ses conceptions. Cela parle en faveur de Rühle que son nom disparut très vite du tableau d'honneur de l'opposition contre la guerre. Il est clair, naturellement, que Liebknecht et Luxembourg ne furent célébrés au début de la seconde guerre mondiale que parce qu'ils moururent longtemps avant que le monde en guerre fut ramené à la "normale" et eût besoin de héros ouvriers défunts pour soutenir les chefs ouvriers vivants qui mettaient à exécution une politique "réaliste" de réformes ou se mettaient au service de la politique étrangère de la Russie bolchevique.

La première guerre mondiale révéla, plus que toute autre chose, que le mouvement était une partie et une parcelle de la société bourgeoise. Les différentes organisations de tous les pays prouvèrent qu'elles n'avaient ni l'intention ni les moyens de combattre le capitalisme, qu'elles ne s'intéressaient qu'à garantir leur propre existence à l'intérieur de la structure capitaliste. En Allemagne ce fut particulièrement évident parce que, à l'intérieur du mouvement international, les organisations allemandes étaient les plus étendues et les plus unifiées. Pour ne pas renoncer à ce qui avait été construit depuis les lois anti-socialistes de Bismarck, l'opposition minoritaire à l'intérieur du parti socialiste fit preuve d'une contrainte volontaire sur elle-même à un point inconnu dans les autres pays. Mais alors, l'opposition russe exilée avait moins à perdre, elle avait de plus rompu avec les réformistes et les partisans de la collaboration de classes, une décade avant l'éclatement de la guerre. Et il est très difficile de voir dans les douceâtres arguments pacifistes du Parti Travailleuse Indépendant (I. L. P.) quelque opposition réelle au social-patriotisme qui a saturé le mouvement ouvrier anglais. Mais on attendait davantage de la gauche allemande que d'aucun autre groupe à l'intérieur de l'Internationale, et son attitude à l'éclatement de la guerre fut de ce fait particulièrement décevante. Mises à part les conditions psychologiques individuelles, cette attitude fut le résultat du fétichisme d'organisation qui régnait dans ce mouvement.

Ce fétichisme exigeait la discipline et l'attachement strict aux formules démocratiques, la minorité devant se soumettre à la volonté de la majorité. Et bien qu'il soit évident que, dans les conditions du capitalisme, ces formules cachent simplement des faits tout opposés, l'opposition ne réussit pas à saisir que la démocratie intérieure du mouvement ouvrier n'était pas différente de la démocratie bourgeoise en général. Une minorité possédait et dirigeait les organisations, tout comme la minorité capitaliste possède et dirige les moyens de production et l'appareil de l'Etat. Dans les deux cas, les minorités, par la vertu de la direction, déterminent le comportement des majorités. Mais, par la force des procédures traditionnelles, au nom de la discipline et de l'unité, gênée et allant contre ce qu'elle savait le mieux, cette minorité opposée à la guerre soutint le chauvinisme social-démocrate. Il n'y eut qu'un homme au Reichstag d'août 1914 – Fritz Kunert – qui ne fut pas capable de voter pour les crédits de guerre, mais qui ne fut pas capable non plus de voter contre eux ; et ainsi, pour satisfaire sa conscience, il s'abstint de voter l'un et l'autre. Au printemps 1915, Liebknecht et Rühle furent les premiers à voter contre le consentement des crédits de guerre au gouvernement. Ils restèrent seuls un bon moment et ne trouvèrent de nouveaux compagnons qu'au moment où les chances d'une paix victorieuse disparurent du jeu d'échec militaire. Après 1916 l'attitude radicale contre la guerre fut soutenue et bientôt engloutie par un mouvement bourgeois en quête d'une paix par négociation mouvement qui, finalement, fut chargé d'hériter du fonds de faillite de l'impérialisme allemand.

En tant que violateurs de la discipline, Liebknecht et Rühle furent expulsés du groupe social-démocratique du Reichstag. Avec Rosa Luxembourg, Franz Mehring et d'autres, plus ou moins oubliés

maintenant, ils organisèrent le groupe "Internationale" publiant une revue du même nom pour exposer l'idée d'internationalisme dans le monde en guerre. En 1916, ils organisèrent le Spartakusbund qui collaborait avec d'autres formations de l'aile gauche, comme l'"Internationalen Sozialiste" avec Julien Borchardt comme porte-parole, et le groupe formé autour de Johann Knief et du journal radical de Brême "Arbeiterpolitik". Rétrospectivement il semble que ce dernier groupe était le plus avancé, c'est-à-dire le plus avancé dans son éloignement des traditions social-démocrates et par son orientation vers de nouvelles façons d'aborder la lutte de classes prolétarienne. A quel point le Spartakusbund était encore attaché au fétichisme de l'organisation et de l'unité, qui dominait le mouvement ouvrier allemand, cela fut mis en lumière par son attitude oscillante concernant les premières tentatives de donner une nouvelle orientation au mouvement socialiste international à Zimmerwald et à Kienthal. Les spartakistes n'étaient pas favorables à une rupture nette avec le vieux mouvement ouvrier dans le sens de l'exemple plus précoce donné par les bolcheviks; Ils espéraient encore amener le parti à leur propre position, et éviter soigneusement toute politique de rupture irréconciliable. En avril 1917, le Spartakusbund s'unit aux Socialistes Indépendants (Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands) qui formaient le centre de l'ancien mouvement ouvrier mais qui ne voulaient plus couvrir le chauvinisme de l'aile majoritaire conservatrice du parti social-démocrate Relativement indépendant, quoique encore à l'intérieur du Parti Socialiste Indépendant, le Spartakusbund ne quitta cette organisation qu'à la fin de l'année. A l'intérieur du Spartakusbund, Otto Rühle partagea la position de Liebknecht et Rosa Luxembourg, qui avaient été attaquées par les bolcheviks comme non conséquente. Et elle n'était inconséquente que pour des raisons appropriées. Au premier regard, la principale semblait basée sur l'illusion que le parti social-démocrate pouvait être réformé. Avec le changement de circonstances, espérait-on, les masses cesseraient de suivre leurs chefs conservateurs pour soutenir l'aile gauche du parti. Et bien que de telles illusions aient existé vraiment, d'abord au sujet du vieux parti et plus tard au sujet des socialistes indépendants, elles n'expliquent pas l'hésitation de la part des chefs spartakistes à s'engager dans les voies du bolchevisme. En réalité, les spartakistes se trouvaient devant un dilemme quelque fût la direction de leurs regards. En n'essayant pas au bon moment de rompre résolument avec la social-démocratie, ils avaient manqué l'occasion de constituer une forte organisation capable de jouer un rôle décisif dans les soulèvements sociaux attendus. Cependant, en considérant la situation réelle en Allemagne, en considérant l'histoire du mouvement ouvrier allemand, il était très difficile de croire à la possibilité de former rapidement un contre-parti opposé aux organisations ouvrières dominantes. Naturellement il aurait été possible de former un parti à la façon de Lénine, un parti de révolutionnaires professionnels ayant pour but d'usurper le pouvoir, Si c'était nécessaire, contre la majorité de la classe ouvrière. Mais c'était à quoi, précisément, les gens autour de Rosa Luxembourg n'aspiraient pas. A travers les années de leur opposition au réformisme et au révisionnisme, ils n'avaient jamais raccourci la distance qui les séparait de la "gauche" russe, de la conception de Lénine de l'organisation et de la Révolution. Au cours de vives controverses, Rosa Luxembourg avait indiqué clairement le fait que les conceptions de Lénine étaient de nature jacobine et inapplicables en Europe occidentale où ce n'était pas une révolution bourgeoise qui était à l'ordre du jour mais une révolution prolétarienne. Quoiqu'elle aussi parlât de la dictature du prolétariat, cette dictature signifiait pour elle, ce qui la distinguait de Lénine, "la manière d'appliquer la démocratie – non pas son abolition – devant être l'œuvre de la classe, et non celui d'une petite minorité au nom de la classe". De façon aussi enthousiaste que Liebknecht, Luxembourg et Rühle ont salué le renversement du tsarisme, ils n'abandonnèrent pas pour cela leur attitude critique, ils n'oublièrent ni le caractère du parti bolchevique, ni les limites historiques de la Révolution Russe. Mais en dehors des réalités immédiates et du résultat final de cette révolution, il fallait la soutenir comme première rupture dans la

phalange impérialiste, et comme signe avant-coureur de la révolution allemande attendue. De cette dernière, beaucoup de signes étaient apparus dans des grèves, des émeutes de la faim, des mutineries et toutes sortes de faits de résistance passive. Mais l'opposition grandissante contre la guerre et la dictature de Ludendorff ne trouvait aucune expression organisationnelle qui atteignit une extension considérable. Au lieu d'évoluer vers la gauche, les masses suivaient leurs vieilles organisations et s'alignaient sur la bourgeoisie libérale. Les soulèvements dans la Marine Allemande et enfin la révolte de Novembre furent menés dans l'esprit de la social-démocratie, c'est-à-dire dans l'esprit de la bourgeoisie allemande vaincue.

La révolution allemande semble de plus de portée qu'elle n'en avait réellement. L'enthousiasme spontané des ouvriers tendait bien plus à finir la guerre qu'à changer les relations sociales existantes. Leurs revendications exprimées dans les conseils d'ouvriers et de soldats ne dépassaient pas les possibilités de la société bourgeoise. Même la minorité révolutionnaire, et ici particulièrement le SpartakusBund, ne réussit pas à développer un programme révolutionnaire cohérent. Ses revendications politiques et économiques étaient de nature double elles étaient établies pour un double usage comme revendications destinées à être acceptées par la bourgeoisie et ses alliés sociaux-démocrates, et comme mots d'ordre d'une révolution qui devait en finir avec la société bourgeoise et ses défenseurs.

Naturellement, au sein de l'océan de médiocrité que fut la révolution allemande, il y eut des courants révolutionnaires qui réchauffèrent le cœur des radicaux et les amenèrent à s'engager dans des entreprises historiquement tout à fait déplacées. Des succès partiels, dus à la stupéfaction momentanée des classes dominantes et à la passivité générale des grandes masses, épuisées qu'elles étaient par quatre années de famine et de guerre, nourrissaient l'espoir que la révolution pourrait se terminer par une société socialiste. Seulement, personne ne savait réellement à quoi ressemblait la société socialiste et quels pas restaient à franchir pour l'amener à l'existence. "Tout le pouvoir aux conseils ouvriers et de soldats", Quoique attirant, comme mot d'ordre, cela laissait cependant toutes les questions essentielles ouvertes. Ainsi, les luttes révolutionnaires qui suivirent novembre 1918 ne furent pas déterminées par les plans consciemment fabriqués de la minorité révolutionnaire, mais lui furent imposées par la contre-révolution qui se développait lentement et qui s'appuyait sur la majorité du peuple. Le fait est que les larges masses allemandes, à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement ouvrier, ne regardaient pas en avant vers l'établissement d'une nouvelle société mais en arrière vers la restauration du capitalisme libéral, sans ses mauvais aspects, ses inégalités politiques, sans son militarisme et son impérialisme. Elles désiraient simplement qu'on complète les réformes commencées avant la guerre, destinées à un système capitaliste bienveillant.

L'ambiguïté qui caractérisait la politique du Spartakusbund fut en grande partie le résultat du conservatisme des masses. Les chefs spartakistes étaient prêts d'un côté à suivre la ligne nettement révolutionnaire que désiraient les prétendus "ultra-gauches", et de l'autre côté ils restaient sur qu'une telle politique ne pouvait avoir aucun succès étant donné l'attitude prédominante des masses et la situation internationale

L'effet de la révolution russe sur l'Allemagne avait été à peine perceptible. Il n'y avait pas non plus de raisons d'espérer qu'un tournant radical en Allemagne puisse avoir aucune répercussion supérieure en France, en Angleterre et en Amérique. S'il avait été difficile pour les Alliés d'intervenir en Russie de façon décisive, ils rencontreraient des difficultés moins grandes pour écraser un mouvement communiste allemand. Au sortir des victoires militaires, le capitalisme de ces nations s'était considérablement renforcé; rien n'indiquait réellement que leurs masses patriotes refuseraient de combattre une Allemagne révolutionnaire plus faible. En tous cas, mises à part des considérations de cet ordre, il y avait peu de raisons de croire que les masses allemandes occupées à se débarrasser de leurs

armes, reprendraient la guerre contre un capitalisme étranger pour se débarrasser du leur. La politique qui était apparemment la plus "réaliste" vis-à-vis de la situation internationale, et que devaient proposer bientôt Wolfheim et Lauffenberg, sous le nom de NationalBolchevisme, était encore non réaliste, étant donné le rapport de force réel d'après-guerre. Le plan de reprendre la guerre avec l'aide de la Russie contre le capitalisme des Alliés ne tenait pas compte du fait que les Bolcheviks n'étaient ni prêts à participer à une telle aventure, ni capables de le faire. Naturellement les bolcheviks n'étaient pas opposés à l'Allemagne, ni à aucune autre nation créant des difficultés aux impérialistes victorieux ; cependant, ils n'encourageaient pas l'idée d'une nouvelle guerre à large échelle pour propager la "révolution mondiale". Ils désiraient du soutien pour leur propre régime dont le maintien était encore en question pour les bolcheviks eux-mêmes, mais ils ne s'intéressaient pas au soutien des révolutions dans les autres pays par des moyens militaires. Suivre un cours nationaliste, en dépendant de la question des alliances, d'une part, et, en même temps unifier l'Allemagne, une fois de plus pour une guerre de "libération" de l'oppression étrangère était hors de question la raison en est que les couches sociales, que les "nationaux-révolutionnaires" devaient gagner à leur cause étaient précisément les gens qui mettaient fin à la guerre avant la défaite complète des armées allemandes pour prévenir l'extension du "bolchevisme". Incapables de devenir les maîtres du capitalisme international, ils avaient préféré se maintenir comme ses meilleurs serviteurs. Cependant il n'y avait pas moyen de traiter les questions allemandes intérieures sans y impliquer une politique extérieure définie. La révolution allemande radicale était ainsi battue avant même de pouvoir survenir, battue par son capitalisme propre et le capitalisme mondial.

Le besoin de considérer sérieusement les rapports internationaux ne vint jamais à la Gauche allemande. Ce fut, peut-être, la plus nette indication de son peu d'importance. La question de savoir que faire du pouvoir politique une fois conquis ne fut pas non plus concrètement soulevée. Personne ne semblait croire que ces questions auraient à recevoir une réponse. Liebknecht et Luxemburg étaient sûrs qu'une longue période de lutte de classes se dressait devant le prolétariat allemand sans aucun signe de victoire rapide. Ils voulaient en tirer le meilleur parti et préconisaient le retour au travail parlementaire et syndical. Cependant dans leurs activités antérieures, ils avaient déjà outrepassé les frontières de la politique bourgeoise; ils ne pouvaient plus retourner qu'aux prisons de la tradition. Ils avaient rallié autour d'eux l'élément le plus radical du prolétariat allemand qui était résolu maintenant, à considérer tout combat comme la lutte finale contre le capitalisme. Ces ouvriers considéraient la révolution russe en rapport avec leurs propres besoins et leur propre mentalité ; ils se souciaient moins des difficultés dissimulées dans l'avenir que de détruire le plus possible des forces du passé. Il n'y avait que deux voies ouvertes aux révolutionnaires, ou bien tomber avec les forces dont la cause était perdue d'avance, ou bien retourner au troupeau de la démocratie bourgeoise et accomplir le travail social au service des classes dominantes. Pour le vrai révolutionnaire, il n'y avait évidemment qu'une seule voie : tomber avec les ouvriers combattants. C'est pourquoi Eugène Levine parlait des révolutionnaires comme d'une personne morte en congé", et c'est pourquoi Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht allèrent à la mort presque comme des somnambules. C'est par pur accident qu'Otto Rühle et beaucoup d'autres de la Gauche résolue restèrent vivants.

Le fait que la bourgeoisie internationale put terminer sa guerre sans rien de plus que la perte temporaire de l'affaire russe détermina l'histoire entière de l'après-guerre dans sa chute vers la seconde guerre mondiale. Rétrospectivement, les luttes du prolétariat allemand de 1919 à 1923 apparaissent comme des frictions secondaires qui accompagnèrent le processus de réorganisation capitaliste qui suivit la crise de la guerre. Mais il y a toujours eu une tendance à considérer les sous-produits des changements violents dans la structure capitaliste comme des expressions de la volonté révolutionnaire du prolétariat. Les optimistes radicaux toutefois sifflaient simplement dans la nuit. La nuit est une réalité assurément et

le bruit est encourageant, mais cependant à cette heure tardive, il est inutile de prendre cela trop au sérieux. Aussi impressionnante soit l'histoire d'Otto Rühle en tant que révolutionnaire pratique, aussi exaltant que soit de rappeler les journées d'action prolétariennes, à Dresde, en Saxe, en Allemagne – meetings, manifestations, grèves, combats de rues, discussions ardentes, les espoirs, les craintes, les déceptions, l'amertume de la défaite et les souffrances de la prison et de la mort – cependant, on ne peut tirer que des leçons négatives de toutes ces tentatives. Toute l'énergie et tout l'enthousiasme ne furent pas suffisants pour opérer un changement social ou pour modifier la mentalité contemporaine. La leçon retirée portait sur ce qu'il ne fallait pas faire. Comment réaliser les besoins révolutionnaires du prolétariat ? On ne l'avait pas découvert.

Les soulèvements propices à l'émotion fournissaient un excitant jamais épuisé à la recherche. La révolution qui pendant si longtemps avait été une simple théorie et un vague espoir était apparue un moment comme une possibilité pratique. On avait manqué l'occasion, sans doute, mais la chance reviendrait qu'on utiliserait mieux une autre fois. Si les gens n'étaient pas révolutionnaires, du moins "l'époque" l'était, et les conditions de crise qui régnaient révolutionneraient tôt ou tard l'esprit des ouvriers. Si le feu des escouades de la police social-démocrate avait mis fin à la lutte. Si l'initiative des ouvriers était une fois de plus détruite par l'émasculatation de leurs conseils au moyen de la légalisation. Si leurs chefs agissaient de nouveau non pas avec la classe mais "pour le bien de la classe" dans les différentes organisations capitalistes, la guerre avait révélé que les contradictions fondamentales du capitalisme étaient insolubles et l'état de crise était l'état "normal" du capitalisme. De nouvelles actions révolutionnaires étaient probables et trouveraient les révolutionnaires mieux préparés.

Quoique les révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie aient échoué, il y avait encore la révolution russe pour rappeler au monde la réalité des buts prolétariens. Toutes les discussions tournaient autour de cette révolution, et à bon droit, car cette révolution devait déterminer le cours futur de la Gauche allemande. En décembre 1919, se forma le Parti Communiste Allemand. Après l'assassinat de Liebknecht et de Luxembourg, il fut conduit par Paul Levy et Karl Radek. Cette nouvelle direction fut immédiatement attaquée par une opposition de gauche à l'intérieur du parti – opposition à laquelle appartenait Rühle – à cause de la tendance de la direction à défendre le retour à l'activité parlementaire. A la fondation du Parti, ses éléments radicaux avaient réussi à lui donner un caractère anti-parlementaire et une direction largement démocratique, ce qui le distinguait du type léniniste d'organisation. Une politique anti-syndicale avait été aussi adoptée. Liebknecht et Luxembourg subordonnèrent leurs propres divergences aux vues de la majorité radicale. Mais pas Levy et Radek. Déjà, pendant l'été de 1919, ils firent comprendre qu'ils scissionneraient du parti pour participer aux élections parlementaires. simultanément, ils entreprirent une propagande pour retour au travail syndical, en dépit du fait que le parti était engagé dans la formation de nouvelles organisations non plus basées sur les métiers ou même les industries, mais sur les usines. Ces organisations d'usines étaient coalisées en une seule organisation de classe : l'Union Générale du Travail (Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands). Au Congrès d'Heidelberg en octobre 1919, tous les délégués qui étaient en désaccord avec le nouveau Comité Central et maintenaient la position prise à la fondation du parti communiste furent expulsés. Au mois de février suivant, le Comité Central décida de se débarrasser de tous les secteurs ("districts") dirigés par l'opposition de gauche. L'opposition avait le bureau d'Amsterdam de l'Internationale Communiste de son côté, ce qui amena la dissolution de ce bureau par l'Internationale afin de soutenir le bloc Levy-Radek. Et finalement en avril 1920, l'aile gauche fonda le Parti Ouvrier Communiste (Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands). Pendant toute cette période, Otto Rühle était du côté de l'opposition de gauche.

Le Parti Ouvrier Communiste ne se rendait pas compte jusqu'alors du fait que sa lutte contre les groupes entourant Radek et Levy était la reprise de la vieille lutte de la Gauche allemande contre le bolchevisme, et dans un sens plus large contre la nouvelle structure du capitalisme mondial qui prenait forme lentement. On décida d'entrer dans l'Internationale Communiste.

Le Parti Ouvrier Communiste semblait être plus bolchevik que les bolcheviks. De tous les groupes révolutionnaires, par exemple c'était celui qui insistait le plus pour l'aide directe aux bolcheviks pendant la guerre russo-polonaise. Mais l'Internationale Communiste n'avait pas besoin de prendre une nouvelle décision contre les "ultra-gauches". Ses chefs avaient pris leurs décisions vingt ans auparavant. Néanmoins, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste essaya encore de garder le contact avec le K. A. P. D., non pas seulement parce qu'il contenait encore la majorité de l'ancien Parti Communiste, mais parce qu'aussi bien Levy que Radek, quoiqu'exécutant le travail des bolcheviks en Allemagne, avaient été les plus proches disciples non de Lénine, mais de Rosa Luxembourg. Au second Congrès mondial de la Troisième Internationale en 1920, les bolcheviks russes étaient déjà en état de dicter la politique de l'Internationale. Otto Rühle, assistant au Congrès, reconnut l'impossibilité de modifier cet état de choses et la nécessité immédiate de combattre l'Internationale bolchevique dans l'intérêt de la révolution prolétarienne.

Le Parti Ouvrier Communiste envoya une nouvelle délégation à Moscou qui ne put revenir qu'avec les mêmes résultats. Tout cela fut résumé dans la "Lettre ouverte à Lénine" de Hermann Gorter, qui répondait au "Communisme de gauche, maladie infantile de Lénine. L'action de la Troisième Internationale contre les "ultra-gauches" était la première tentative ouverte pour faire obstacle à toutes les différentes sections nationales et pour les diriger. La pression exercée sur le Parti Ouvrier Communiste pour le retour au parlementarisme et au syndicalisme s'accrut sans cesse, mais le Parti Ouvrier Communiste se retira de l'Internationale après son troisième Congrès.

Au second Congrès mondial, les chefs bolcheviks pour s'assurer la direction de l'Internationale, proposèrent vingt et une conditions d'admission à Internationale Communiste. Puisqu'ils dirigeaient le Congrès, ils n'eurent aucune difficulté à faire adopter ces conditions. Sur ce, la lutte sur des questions d'organisation qui vingt ans auparavant avaient provoqué des controverses entre Luxembourg et Lénine, fut ouvertement reprise. Derrière les questions organisationnelles débattues, il y avait naturellement des différences fondamentales entre la révolution bolchevique et les besoins du prolétariat occidental.

Pour Otto Rühle, ces vingt et une conditions suffirent à détruire ses dernières illusions sur le régime bolchevik. Ces conditions assuraient à l'exécutif de l'Internationale, c'est-à-dire aux chefs du parti russe, un contrôle complet et une autorité totale sur toutes les sections nationales. De l'avis de Lénine, il n'était pas possible de réaliser la dictature à une échelle internationale "sans un parti strictement centralisé, discipliné, capable de conduire et de gérer chaque branche, chaque sphère, chaque variété du travail politique et culturel". Il parut d'abord à Rühle que derrière l'attitude dictatoriale de Lénine, il y avait simplement l'arrogance du vainqueur essayant d'imposer au monde les méthodes de combat et le type d'organisation qui avaient apporté le pouvoir aux bolcheviks. Cette attitude, qui insistait pour qu'on applique l'expérience russe à l'Europe occidentale où dominaient des conditions entièrement différentes apparaissait comme une erreur, une faute politique, un manque de compréhension des particularités du capitalisme occidental et le résultat du souci fanatiquement exclusif qu'avait Lénine des problèmes russes. La politique de Lénine semblait être déterminée par l'arriération du développement capitaliste russe, et bien qu'il fallût le combattre dans l'Europe occidentale puisqu'il tendait à soutenir la restauration capitaliste, on ne pouvait pas l'appeler une force carrément contre-révolutionnaire. Cette attitude bienveillante à l'égard de la révolution bolchevique devait être bientôt anéantie par l'activité

ultérieure des bolcheviks eux-mêmes.

Les bolcheviks allèrent de petites "fautes" à des "fautes" toujours plus graves. Bien que le parti communiste allemand affilié à la Troisième Internationale grandisse régulièrement particulièrement après son unification avec les socialistes indépendants, la classe prolétarienne déjà sur la défensive, abandonna une position après l'autre aux forces de la réaction capitaliste. Dans sa concurrence avec le parti social-démocrate qui représentait des fractions de la classe moyenne et de l'aristocratie ouvrière dite syndicale, le Parti Communiste ne pouvait pas manquer de grandir à mesure que se paupérisaient ces couches sociales dans la dépression permanente où se trouvait le capitalisme allemand lui-même. Avec l'accroissement régulier du chômage, le mécontentement vis-à-vis du statu quo et de ses défenseurs les plus dévoués, les sociaux-démocrates allemands, s'accrut aussi.

On ne rendit populaire que le côté héroïque de la Révolution Russe ; le vrai caractère quotidien du régime bolchevique fut dissimulé à la fois par ses amis et ses ennemis. Car, à cette époque, le capitalisme d'Etat qui se développait en Russie était encore aussi étranger à la bourgeoisie endoctrinée par l'idéologie du "laissez-faire" que lui était étranger le socialisme proprement dit. Et la plupart des socialistes concevaient le socialisme comme une sorte de direction par l'Etat de l'industrie et des ressources naturelles, la révolution russe devint un mythe puissant et habilement entretenu accepté par les couches appauvries du prolétariat allemand en compensation de leur misère croissante, le même mythe fut étoffé par les réactionnaires pour accroître la haine de leurs suiveurs contre les ouvriers allemands et toutes les tendances révolutionnaires en général.

Contre ce mythe, contre l'appareil puissant propagande de l'Internationale Communiste qui amplifiait ce mythe, propagande accompagnée et soutenue par un assaut général du capital contre le travail dans le monde entier, contre tout cela la raison ne pouvait pas l'emporter. Tous les groupes radicaux à la gauche du Parti Communiste allèrent de la stagnation à la désagrégation. Cela n'empêchait pas que ces groupes aient la ligne politique "juste" le Parti Communiste une ligne "fausse", car aucune question de stratégie révolutionnaire n'était impliquée en cela. Ce qui avait lieu, c'était que le capitalisme mondial traversait un processus de stagnation et se débarrassait des éléments prolétariens perturbateurs qui, dans les conditions de crise de la guerre et de l'effondrement militaire, avaient essayé de s'imposer politiquement.

La Russie qui, de toutes les nations, était celle qui avait le plus grand besoin de se stabiliser, fut le premier pays à détruire son mouvement ouvrier au moyen de la dictature du parti bolchevik. Dans les conditions de l'impérialisme, la stabilisation intérieure n'est possible que par une politique extérieure de puissance. Le caractère de la politique extérieure de la Russie sous les bolcheviks fut déterminé d'après les particularités de la situation européenne d'après guerre. L'impérialisme moderne ne se contente plus de s'imposer simplement au moyen d'une pression militaire et d'une action militaire effective. La "cinquième colonne" est l'arme reconnue de toutes les nations. Cependant, la vertu impérialiste d'aujourd'hui était encore une nécessité absolue pour les bolcheviks qui essayaient de tenir bon dans un monde de luttes impérialistes. Il n'y avait rien de contradictoire dans la politique bolchevique qui consistait à enlever tout le pouvoir aux ouvriers russes et à essayer en même temps de construire de fortes organisations ouvrières dans les autres pays. Précisément, c'est dans la mesure où ces organisations ouvrières devaient être souples afin de plier aux besoins politiques changeants de la Russie que leur direction par en haut devait être rigide.

Naturellement, les bolcheviks ne considéraient pas les différentes sections de l'internationale comme de simples légions étrangères au service de la "patrie des ouvriers"; ils croyaient que ce qui aidait la Russie

devait aussi servir le progrès ailleurs. Ils croyaient avec juste raison que la révolution russe avait été le début d'un mouvement général à l'échelle mondiale du capitalisme de monopole au capitalisme d'Etat, et considéraient que ce nouvel état de choses était un progrès dans le sens du Socialisme. Autrement dit, sinon dans leur tactique, du moins dans leur théorie, ils étaient encore sociaux-démocrates et de leur point de vue les chefs sociaux-démocrates étaient des traîtres à leur propre cause quand ils avaient aidé à maintenir le capitalisme du "laisser faire" d'hier. Contre la social-démocratie ils se sentaient de vrais révolutionnaires, contre les "ultra-gauches" ils se sentaient des réalistes, les vrais représentants du socialisme scientifique.

Mais ce qu'ils pensaient d'eux même et ce qu'ils étaient réellement sont choses différentes. Dans la mesure où ils continuaient à méconnaître leur mission historique, ils provoquaient continuellement la défaite de leur propre cause; dans la mesure où ils étaient obligés de s'élever au niveau des besoins objectifs de "leur révolution", ils devenaient la force contre-révolutionnaire la plus importante du capitalisme moderne. En se battant comme de véritables sociaux-démocrates, pour la prépondérance dans le mouvement socialiste mondial, en identifiant les intérêts nationalistes étroits de la Russie capitaliste d'État avec les intérêts du prolétariat mondial, et en essayant de se maintenir à tout prix sur les positions du pouvoir qu'ils avaient conquis en 1917, ils préparaient simplement leur propre chute, qui se transforma en drame dans de nombreuses luttes de factions, atteignit son point culminant aux procès de Moscou, aboutit à la Russie stalinienne d'aujourd'hui – une nation impérialiste parmi les autres.

Etant donné ce développement, ce qui était plus important que la critique implacable que fit Rühle de la politique réelle des bolcheviks en Allemagne et dans le monde en général, c'était sa reconnaissance rapide de l'importance historique réelle du mouvement bolchevique, c'est à dire de la social-démocratie militante. Ce qu'un mouvement conservateur social-démocrate était capable de faire et de ne pas faire, les partis d'Allemagne, de France et d'Angleterre ne l'avaient révélé que trop clairement. Les bolcheviks montrèrent ce qu'ils auraient fait s'ils avaient été encore un mouvement subversif. Ils auraient essayé d'organiser le capitalisme inorganisé et de remplacer les entrepreneurs individuels par des bureaucrates. Ils n'avaient pas d'autres plans et même ceux-ci n'étaient que des extensions du processus de cartellisation, de trustification et de centralisation qui se poursuivait à travers le monde capitaliste tout entier. En Europe occidentale, cependant, les partis socialistes ne purent plus agir de façon bolchevique, car leur bourgeoisie était déjà en train d'établir cette sorte de "socialisation" de son plein gré. Tout ce que les socialistes pouvaient faire, c'était de leur prêter la main, c'est-à-dire pour passer lentement à la société socialiste naissante.

Le sens du bolchevisme ne se révéla pleinement qu'avec la naissance du fascisme. Pour combattre ce dernier, il était nécessaire, selon le mot de Rühle, de comprendre que "la lutte contre le fascisme commençait avec la lutte contre le bolchevisme". A la lumière des événements présents, les groupes "ultra-gauches" en Allemagne et en Hollande doivent être considérés comme les premières organisations anti-fascistes, anticipant dans leur lutte contre les partis communistes le besoin futur de la classe ouvrière de combattre la forme fasciste du capitalisme. Les premiers théoriciens de l'anti-fascisme doivent se trouver parmi les porte-paroles des sectes radicales: Gorter et Pannekoek en Hollande, Rühle, Broch et Fraenkel en Allemagne, et on doit les considérer comme tels en raison de leur lutte contre la conception de la domination du parti et de la direction par l'Etat, en raison de leurs tentatives de réaliser les idées du mouvement des conseils favorables à l'autodétermination directe de son destin, et en raison de leur soutien de la lutte de la gauche allemande à la fois contre la sociale-démocratie et sa branche léniniste.

Peu de temps avant sa mort, Rühle résumant ses découvertes au sujet du bolchevisme, n'hésitait pas à placer la Russie au premier rang des Etats totalitaires. Elle a servi de modèle aux autres dictatures capitalistes. Les divergences idéologiques ne différencient pas véritablement des systèmes socio-économiques. L'abolition de la propriété privée des moyens de production combinée avec la gestion par les ouvriers des produits de leur travail et la fin du système "des salaires", ces deux conditions il est vrai, ne sont pas remplies en Russie, pas plus que dans les Etats fascistes.

Pour éclairer le caractère fasciste du système russe, Rühle revient une fois de plus au "Communisme de gauche, maladie infantile" de Lénine, car "de toutes les déclarations programmatiques du bolchevisme elle est la plus révélatrice de son caractère réel". Quand en 1933, Hitler supprime toute la littérature socialiste en Allemagne, raconte Rühle, la publication et la diffusion de la brochure de Lénine fut autorisée. Dans ce travail, Lénine insiste sur le fait que le parti doit être une sorte d'académie de guerre de révolutionnaires professionnels. Ses principales exigences étaient les suivantes: autorité inconditionnelle du chef, centralisme rigide, discipline de fer, conformisme, combativité et sacrifice de la personnalité aux intérêts du parti. Et Lénine développa véritablement une élite d'intellectuels, un centre qui, une fois jeté dans la révolution, devait se saisir de la direction et de s'arroger le pouvoir. "Il est inutile, disait Rühle, d'essayer de déterminer logiquement et abstraitement si cette espèce de préparation à la révolution est juste ou fausse. Il y a d'autres questions à poser d'abord:

Quelle sorte de révolution se préparait ? Et quel était le but de cette révolution ?" Il répondait en montrant que le parti de Lénine travaillait dans les cadres de la révolution bourgeoise en retard en Russie pour renverser le régime féodal du tsarisme. Ce qu'on peut considérer comme une solution des problèmes révolutionnaires dans une révolution bourgeoise ne peut pas cependant en même temps être considéré comme une solution pour la révolution prolétarienne. Les différences structurelles décisives entre la société capitaliste et la société socialiste excluent une attitude pareille. Selon la méthode révolutionnaire de Lénine, les chefs paraissent être la tête des masses. "Cette distinction entre tête et corps", souligne Rühle, "entre les intellectuels et les ouvriers, officiers et simples soldats, correspond à la dualité de la société de classes. Une classe est dressée à commander, l'autre à être commandée. L'organisation de Lénine n'est qu'une réplique de la société bourgeoise. Sa révolution est objectivement déterminée par les forces créant un ordre social comportant les rapports de classes en question, sans égard aux buts subjectifs qui accompagnent ce processus".

A coup sûr, quiconque désire un ordre bourgeois trouvera dans le divorce entre le chef et les masses, entre l'avant garde et la classe ouvrière, la préparation stratégique juste de la révolution. Aspirant à diriger la révolution bourgeoise en Russie, le parti de Lénine était hautement approprié. Mais quand la révolution russe montra sa physionomie prolétarienne, les méthodes tactiques et stratégiques de Lénine perdirent leur valeur. Son succès est dû non à son avant-garde, mais au mouvement des Soviets qui n'avait pas le moins du monde été inclus dans ses plans révolutionnaires. Et quand Lénine, après que la révolution victorieuse eut été faite par les soviets, se dispensa de ce mouvement, tout ce qui avait été prolétarien dans la révolution, il s'en dispensa du même coup. Le caractère bourgeois de la révolution se montra de nouveau activement et trouva en fin de compte son accomplissement "naturel" dans le stalinisme.

"Lénine, a dit Rühle, pensait selon des normes rigides, mécaniques, en dépit de tout souci de la dialectique marxienne. Il n'y avait qu'un parti pour lui, le sien; qu'une révolution: la révolution russe; qu'une méthode: la méthode bolchevique. "L'application monotone d'une formule une fois découverte s'enfermait dans un cercle égocentrique que ne troublait ni le moment et les circonstances, ni les degrés de développement, ni les niveaux culturels, ni les idées, ni les hommes. Avec Lénine s'éclaire d'une

lumière vive la règle de l'ère machiniste dans la politique; c'était le "technicien", l'inventeur" de la révolution. Toutes les caractéristiques fondamentales du fascisme étaient dans sa doctrine, sa stratégie, sa "planification sociale" et son art de traiter les hommes. Il n'a jamais appris à connaître les conditions fondamentales de la libération des ouvriers, il ne s'est jamais soucié de la fausse conscience des masses et de leur auto-aliénation humaine. Tout le problème pour lui n'était rien de plus ou de moins qu'un problème de pouvoir.

Le bolchevisme, en tant que représentant une politique militante de pouvoir, ne diffère pas des formes bourgeoises traditionnelles de domination. Le gouvernement sert d'exemple essentiel d'organisation. Le bolchevisme est une dictature, une doctrine nationaliste, un système autoritaire avec une structure sociale capitaliste. La planification a trait à des questions techniques organisationnelles, non à des questions socio-économiques. Il n'est révolutionnaire qu'à l'intérieur de la charpente du développement capitaliste, établissant non le socialisme, mais le capitalisme d'Etat. Il représente l'étape actuelle du capitalisme, et non pas le premier pas vers une société nouvelle.

Les soviets russes et les conseils d'ouvriers et de soldats allemands représentaient l'élément prolétarien dans les deux révolutions russe et allemande. Dans les deux pays les mouvements furent réprimés par des moyens militaires et judiciaires. Ce qui restait des soviets russes après la solide fortification de la dictature du parti bolchevik, ce fut simplement la version russe du front du travail ultérieur nazi. Le mouvement de conseils allemands légalisé se change en appendice des syndicats et bientôt en instrument de gouvernement capitaliste. Même les conseils formés spontanément en 1918 étaient en majorité bien loin d'être révolutionnaires. Leur forme d'organisation, basée sur des besoins de classe et non sur les intérêts spéciaux différents résultant de la division capitaliste du travail, étaient tout ce qu'il y avait en eux de radical. Mais quelles que soient leurs défaillances, il faut dire qu'il n'y avait pas autre chose sur quoi baser les espoirs révolutionnaires. Quoiqu'ils se soient fréquemment tournés vers la Gauche, on espérait toutefois que les besoins objectifs de ce mouvement le mettraient inévitablement en conflit avec les pouvoirs traditionnels. Cette forme d'organisation devait être préservée dans son caractère original et développée pour préparer les luttes à venir.

Se plaçant sur le terrain de la continuation de la révolution allemande, l'"ultra-gauche" fut engagée dans un combat à mort contre les syndicats et contre les partis parlementaires existants, en un mot contre toutes les formes d'opportunisme et de compromis. Se plaçant sur le terrain de la coexistence probable côte à côte avec les puissances capitalistes, les bolcheviks russes ne pouvaient pas envisager une politique sans compromis. Les arguments de Lénine pour la défense de la position bolchevique relativement aux syndicats, au parlementarisme et à l'opportunisme en général érigeaient les besoins particuliers du bolchevisme en faux principes révolutionnaires. Cependant, cela ne faisait pas voir le caractère illogiques des arguments bolcheviques, car aussi illogiques que fussent ces arguments d'un point de vue révolutionnaire, ils découlaient logiquement du rôle particulier des bolcheviks dans les limites de l'émancipation capitaliste russe et de la politique bolchevique internationale qui soutenait les intérêts nationaux de la Russie.

Que les principes de Lénine fussent faux d'un point de vue prolétarien, à la fois en Russie et en Europe occidentale, Otto Rühle le démontra dans diverses brochures et nombreux articles parus dans la presse de l'Union Générale du Travail, et dans la revue de gauche de Franz Pfempfert, "Die Aktion". Il expliqua la fourberie opportune impliquée dans l'apparence logique donnée à ces principes, fourberie qui consistait à donner comme exemple une expérience spéciale, à une période donnée, dans des circonstances particulières, pour en tirer des conclusions à appliquer immédiatement et en général. Parce que les syndicats avaient eu une certaine valeur à un moment donné, parce qu'à un moment donné le

parlement avait servi aux besoins de la propagande révolutionnaire, parce que, occasionnellement, l'opportunisme avait eu pour résultat certains bénéfices pour les ouvriers, ils restaient pour Lénine les moyens les plus importants de la politique prolétarienne en tout temps et en toutes circonstances. Et comme si tout cela ne devait pas convaincre l'adversaire, Lénine arrivait à mettre en évidence que, soit que ces vues politiques et ces organisations soient les bonnes ou non, toutefois c'était un fait que les ouvriers y adhéraient et que les révolutionnaires doivent toujours être où sont les masses.

Cette stratégie découlait de la façon capitaliste. de Lénine d'aborder la politique. Il ne parut jamais lui venir à l'esprit que les masses étaient également dans les usines et que les organisations révolutionnaires d'usine ne pouvaient pas perdre contact avec les masses, même si elles essayaient. Il ne semblait jamais lui venir à l'esprit qu'avec la même logique qui servait à maintenir les révolutionnaires dans les organisations réactionnaires, il pouvait réclamer leur présence à l'église, dans les organisations fascistes, et partout où pouvaient se trouver les masses. Cette dernière attitude, il l'aurait certainement envisagée si le besoin était apparu de s'unifier avec les forces de la réaction comme cela arriva plus tard, sous le régime staliniste.

Il paraissait clair à Lénine que les organisations de conseils étaient les moins adaptées aux buts du bolchevisme. Non seulement il n'y avait qu'une petite place dans ces organisations d'usine pour les révolutionnaires professionnels mais de plus, l'expérience russe avait montré combien il était difficile de "mener" un mouvement de soviets. En tout cas, les bolcheviks n'avaient pas l'intention d'attendre l'occasion favorable à une intervention révolutionnaire dans le processus politique, ils étaient activement engagés dans la politique quotidienne et intéressés aux résultats immédiats en leur faveur. Pour influencer le mouvement ouvrier occidental avec l'intention finalement d'en prendre la direction, il était de loin plus facile pour eux d'y entrer et de s'entendre avec les organisations existantes. Dans les luttes de rivalité engagées entre ces organisations et dans leur sein, ils voyaient une chance de gagner rapidement un point d'appui. Bâtir des organisations entièrement nouvelles, s'opposer à toutes celles qui existaient, ç'aurait été une tentative qui ne pouvait avoir que des résultats tardifs si elle en avait eu. Au pouvoir en Russie, les bolcheviks ne pouvaient plus se permettre une politique à perspective longue ; pour maintenir leur pouvoir, ils devaient suivre toutes les avenues politiques, pas seulement les avenues révolutionnaires. Il faut bien dire cependant que, en dehors de la nécessité où ils étaient d'agir ainsi, les bolcheviks étaient plus que volontaires pour prendre part aux nombreux jeux politiques qui accompagnent le processus d'exploitation capitaliste. Pour être capables d'y prendre part, ils avaient besoin des syndicats, des parlements, des partis et aussi des soutiens capitalistes qui faisaient de l'opportunisme à la fois une nécessité et un plaisir.

Il n'est plus nécessaire de mettre en évidence les nombreux "méfaits" du bolchevisme en Allemagne et dans le monde en général. Dans la théorie et dans la pratique le régime staliniste s'affirma lui-même une puissance capitaliste et impérialiste, s'opposant non seulement à la révolution prolétarienne, mais même aux réformes fascistes du capitalisme. Et il favorise en réalité le maintien de la démocratie bourgeoise pour utiliser plus pleinement sa propre structure fasciste. De même que l'Allemagne avait très peu d'intérêt à étendre le fascisme au-delà de ses frontières et de celles de ses alliés puisqu'elle n'avait pas l'intention de renforcer ses rivaux impérialistes, de même la Russie s'intéresse à sauvegarder la démocratie partout sauf sur son propre territoire. Son amitié avec la démocratie bourgeoise est une véritable amitié ; le fascisme n'est pas un article d'exportation, car il cesse d'être un avantage dès qu'il est généralisé. En dépit du pacte Staline-Hitler, il n'y a pas de plus grands "anti-fascistes" que les bolcheviks, pour le bien de leur propre fascisme indigène. Ce n'est qu'aussi loin que s'étendra leur impérialisme, s'il s'étend, qu'ils se rendront coupables de soutenir consciemment la tendance fasciste

générale.

Cette tendance fasciste générale n'a pas sa souche dans le bolchevisme mais le comprend en elle. Elle a sa souche dans les lois particulières de développement de l'économie capitaliste. Si la Russie devient en fin de compte un membre "décent" de la famille capitaliste des nations les "indécences" de sa jeunesse fasciste seront à tort prises de certains côtés pour un passé révolutionnaire. L'opposition contre le stalinisme, toutefois à moins qu'elle ne comporte l'opposition au léninisme et au bolchevisme de 1917, n'est pas une opposition mais tout au plus une querelle entre rivaux politiques aussi longtemps que le mythe du bolchevisme est encore défendu en opposition à la réalité staliniste. L'œuvre de Rühle, pour montrer que le stalinisme d'aujourd'hui est simplement le léninisme d'hier, garde encore une valeur d'actualité, d'autant plus qu'il peut avoir des tentatives de reprendre le passé bolchevique dans les soulèvements sociaux de l'avenir.

L'histoire entière du bolchevisme pouvait être prévue par Rühle et le mouvement "ultra-gauche" à cause de leur reconnaissance précoce du contenu réel du vieux mouvement social-démocrate. Après 1920 toutes les activités du bolchevisme ne pouvaient que nuire aux ouvriers du monde. Aucune action commune avec ces différentes organisations n'était plus possible et aucune ne fut tentée.

En commun avec les groupes "ultra-gauche" de Dresde, Francfort- sur le Main et d'autres endroits, Otto Rühle fit un pas au-delà de l'anti-bolchevisme du Parti Ouvrier Communiste et de ses adhérents de l'Union Ouvrière du Travail. Il pensait que l'histoire des partis sociaux-démocrates et les pratiques du parti bolchevik prouvaient suffisamment qu'il était sans effet d'essayer de remplacer les partis réactionnaires par des partis révolutionnaires, pour cette raison que la forme de l'organisation en parti elle-même était devenue inutile et même dangereuse. Dès 1920 il proclame que "la révolution n'est pas une affaire de parti" mais exige la destruction de tous les partis en faveur d'un mouvement de conseils. Travaillant surtout dans l'Union Ouvrière Générale, il fit de l'agitation contre l'exigence d'un parti politique spécial jusqu'à ce que cette organisation se scinde en deux. Une section (Allgemeine Arbeiter Union Einheits Organization) partageait les vues de Rühle l'autre subsista comme "organisation économique" du Parti Communiste. L'organisation représentée par Rühle pencha vers le syndicalisme et les mouvements anarchistes, sans renoncer cependant à sa Weltanschauung marxienne. L'autre se considérait comme l'héritière de tout ce qu'il y avait eu de révolutionnaire dans le mouvement marxiste du passé. Elle essaya de mettre sur pied une Quatrième Internationale mais ne réussit qu'à réaliser une coopération plus étroite avec des groupes similaires d'un petit nombre de pays européens.

Selon l'opinion de Rühle, une révolution prolétarienne n'était possible qu'avec la participation consciente et active de larges masses prolétariennes. Ceci de nouveau présupposait une forme d'organisation qui ne put pas être gouvernée d'en haut, mais fut déterminée par la volonté de ses membres. L'organisation d'usine et la structure de l'Union Générale du Travail préviendraient, pensait-il, un divorce entre les intérêts d'organisation et les intérêts de classe; cela préviendrait la naissance d'une puissante bureaucratie servie par l'organisation au lieu de la servir. Cela préparait en fin de compte, les ouvriers à s'emparer des industries et à les gérer en accord avec leurs propres besoins et ainsi préviendrait-on l'érection d'un nouvel état d'exploitation.

Le Parti Ouvrier Communiste se rallia à ses idées générales et ses organisations d'usine étaient de celles qui étaient d'accord avec Rühle. Mais le parti maintenait que à ce niveau de développement, l'organisation d'usine à elle seule ne pouvait garantir une politique révolutionnaire clairement délimitée. Toutes espèces de gens voudraient entrer dans ces organisations; il n'y aurait aucune méthode de sélection convenable, et des ouvriers sans culture politique détermineraient le caractère des organisations

qui ainsi ne seraient pas capables de se mettre au niveau des exigences révolutionnaires du jour. Ce point fut démontré par le caractère relativement arriéré du mouvement des Conseils de 1918. Le Parti Ouvrier Communiste soutenait que les révolutionnaires formés au marxisme et à la conscience de classe, quoique appartenant à des organisations d'usine, devraient être en même temps réunis dans un parti à part pour sauvegarder et développer la théorie révolutionnaire et, pour ainsi dire surveiller les organisations d'usine pour les empêcher de sortir du droit chemin

Le Parti Ouvrier Communiste vit dans la position de Rühle une espèce de déception cherchant refuge dans une nouvelle forme d'utopisme. Il soutint que Rühle généralisait simplement l'expérience des vieux partis et il insista sur le fait que le caractère révolutionnaire de l'organisation du Parti Ouvrier Communiste était le résultat de sa propre force de Parti. Il rejetait les principes centralistes de Lénine, mais il insistait pour garder le parti restreint afin qu'il soit affranchi de tout opportunisme.

Il y avait d'autres arguments pour soutenir l'idée d'un parti. Certains se référaient à des problèmes internationaux, d'autres se rapportaient à des questions d'illégalité, mais tous les arguments ne réussirent pas à convaincre Rühle et ses partisans. Ils voyaient dans le parti la perpétuation du principe des chefs et des masses, la contradiction entre le parti et la classe, et craignaient une reproduction du bolchevisme dans la Gauche allemande.

Aucun des deux groupes ne put vérifier sa théorie. L'histoire les dépassa tous les deux, ils argumentaient dans le vide. Ni le Parti Ouvrier Communiste, ni les deux Unions Ouvrières Générales ne dépassèrent leur situation de sectes "ultra-gauches". Leurs problèmes intérieurs devinrent tout à fait artificiels, car il n'y avait pas en fait de différence entre le Parti Ouvrier Communiste et l'Union Ouvrière Générale. Malgré leurs théories, les partisans de Rühle n'exercèrent pas leurs fonctions dans les usines. Les deux unions s'abandonnèrent aux mêmes activités. A partir de là toutes leurs divergences théoriques n'eurent aucun sens pratique.

Ces organisations-débris des tentatives prolétariennes de jouer un rôle dans les événements de 1918 essayèrent d'appliquer leurs expériences au sein d'un développement qui s'orientait de façon conséquente dans le sens opposé à celui où ces expériences avaient pris naissance réellement. Le Parti Communiste seul par la vertu de sa direction russe, put grandir au sein de cette tendance vers le fascisme. Mais parce qu'il représentait le fascisme russe, non le fascisme allemand, lui aussi dut succomber devant le mouvement nazi naissant qui ayant reconnu et accepté les tendances capitalistes dominantes, hérita finalement du vieux mouvement ouvrier allemand dans sa totalité.

Après 1923, le mouvement "ultra-gauche" cessa d'être un facteur politique sérieux dans le mouvement ouvrier allemand. Sa dernière tentative pour forcer le cours du développement dans sa direction fut dissipée dans la brève phase d'activité

En Mars 1921 sous la conduite populaire de Max Hoelz. les militants les plus actifs contraints à l'illégalité introduisirent des méthodes de conspiration et d'expropriation dans le mouvement, hâtant par là sa désintégration. Bien qu'organisationnellement les groupes "ultra-gauche" aient continué à exister jusqu'au début de la dictature hitlérienne, leur activité fut réduite à celle de clubs de discussion essayant de comprendre leurs propres échecs et ceux de la révolution allemande.

Le déclin du mouvement "ultra-gauche", les changements en Russie et dans la composition des partis bolcheviks, la montée du fascisme en Italie et en Allemagne rétablissent les rapports d'autrefois entre l'économie et la politique qui avaient été troublés pendant et un peu après la première guerre mondiale. Dans le monde entier, le capitalisme était suffisamment stabilisé pour déterminer l'orientation politique générale. Le fascisme et le bolchevisme, produits des conditions de crise, furent comme la crise elle-

même, également les moyens d'une nouvelle prospérité, d'une nouvelle expansion du capital et de la reprise des luttes impérialistes de concurrence. Mais tout comme n'importe quelle grande crise paraît être la crise finale à ceux qui souffrent le plus, de même des transformations politiques qui l'accompagnèrent apparurent comme des expressions du fiasco du capitalisme. Mais l'immense intervalle entre l'apparence et la réalité transforme tôt ou tard un optimisme exagéré en un pessimisme exagéré au sujet des possibilités révolutionnaires. Alors deux voies restent ainsi ouvertes pour le révolutionnaire il peut capituler devant les processus politiques prédominants, ou il peut se retirer dans une vie contemplative et attendre le retournement des événements

Jusqu'à l'écroulement final du mouvement ouvrier allemand, la retraite des "ultra-gauches" parut être un retour au travail théorique. Les organisations existaient sous forme de publications hebdomadaires et mensuelles, brochures et livres. Les publications protégeaient les organisations, les organisations protégeaient les publications. Tandis que les organisations de masses servaient de petites minorités capitalistes, la masse des ouvriers était représentée par quelques individus. Les contradictions entre les théories des "ultra-gauches" et la situation existante devinrent insupportables. Plus on pensait en termes de collectivité, plus isolé on devenait. Le capitalisme sous sa forme fasciste, paraissait le seul collectivisme réel; l'anti-fascisme, comme un retour à un individualisme bourgeois primitif. La médiocrité de l'homme dans le capitalisme, et par conséquent du révolutionnaire placé dans les conditions du capitalisme, devint douloureusement évidente dans les petites organisations stagnantes. De plus en plus de gens, partant des prémices que les "conditions objectives" de la révolution étaient mûres, expliquaient l'absence de révolution au moyen de "facteurs subjectifs" tel que le manque de conscience de classe et le manque de compréhension et de caractère de la part des ouvriers. Ces carences elles mêmes, cependant, devaient à leur tour s'expliquer par des "conditions objectives" car les défaillances du prolétariat étaient sans aucun doute la conséquence de sa position spéciale au sein des rapports sociaux du capitalisme. La nécessité de restreindre l'activité au travail d'éducation devint une vertu développer la conscience de classe des ouvriers fut considéré comme la plus essentielle de toutes les tâches révolutionnaires. Mais la vieille croyance social-démocrate que "savoir c'est pouvoir" n'était plus convaincante, car il n'y a pas de connexion directe entre le savoir et son application.

L'échec du capitalisme du "laissez-faire" et la direction centraliste croissante de masses toujours plus larges à travers la production capitaliste et la guerre accrurent l'intérêt intellectuel pour les domaines de la psychologie et de la sociologie négligés auparavant. Ces branches de la "science" bourgeoise servirent à expliquer le désarroi de cette partie de la bourgeoisie exclue du jeu par des rivaux plus puissants et de cette partie de la petite bourgeoisie réduite au niveau d'existence prolétarien pendant la dépression. A ses premières étapes, le processus capitaliste de concentration de la richesse et du pouvoir s'était accompagné de la croissance absolue des couches bourgeoises de la société. Après la guerre, la situation changea, la dépression européenne frappa à la fois la bourgeoisie et le prolétariat et détruisit de façon générale la confiance dans le système et les individus eux-mêmes. La psychologie et la sociologie, cependant, furent non seulement l'expression du désarroi et de l'insécurité de la bourgeoisie mais elles servirent en même temps le besoin d'une détermination plus directe qu'il n'a été nécessaire dans les conditions d'une centralisation moindre. Ceux qui avaient perdu le pouvoir dans les luttes politiques qui accompagnèrent la concentration du capital aussi bien que ceux qui gagnèrent le pouvoir proposèrent une explication psychologique et sociologique de leur échecs ou de leurs succès complets. Ce qui était pour l'un le "viol des masses" était pour l'autre une vue nouvellement acquise – qu'il fallait systématiquement incorporer à la science de l'exploitation et du gouvernement – au sujet de la nature intime des processus sociaux.

Dans la division capitaliste du travail, le maintien et l'extension des idéologies dominantes est la besogne des couches intellectuelles de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Cette division du travail est naturellement déterminée plus par les conditions de classe existantes que par les besoins de production de la société complexe. Ce que nous savons, nous le savons au moyen d'une production capitaliste de connaissance. Mais comme il n'y en a pas d'autre, la façon prolétarienne d'aborder tout ce qui est produit par la science et la pseudo-science bourgeoise, doit toujours être critique. Faire servir cette connaissance à d'autres buts que les buts capitalistes revient à la nettoyer de tous ses éléments composants en rapport avec la structure de classe capitaliste. Il serait aussi faux qu'impossible de rejeter en gros tout ce qui est produit par la science bourgeoise. Cependant on ne peut l'aborder qu'avec scepticisme. La critique prolétarienne – compte tenu de nouveau de la division capitaliste du travail – est tout à fait limitée. Elle n'a de réelle importance que sur les points où la science bourgeoise traite des rapports sociaux. Sur ce point, ses théories peuvent être vérifiées dans leur validité et leur signification pour les différentes classes et pour la société dans son ensemble. C'est là qu'apparaît, alors, avec la vogue de la psychologie et de la sociologie, le besoin d'examiner les nouvelles découvertes dans ces domaines du point de vue critique des classes opprimées.

Il était inévitable que la vogue de la psychologie pénètre dans le mouvement ouvrier. Mais la ruine complète de ce mouvement se révéla une fois de plus dans ses tentatives d'utiliser les nouvelles théories de la psychologie et de la sociologie bourgeoise pour un examen critique de ses propres théories au lieu d'utiliser la théorie marxiste pour critiquer la nouvelle pseudo-science bourgeoise. Derrière cette attitude se cachait une méfiance croissante à l'égard du marxisme due aux échecs des révolutions allemande et russe. Derrière ce fait aussi, il y avait l'incapacité de dépasser Marx dans un sens marxiste; incapacité clairement mise en lumière par le fait que tout ce qui paraissait nouveau dans la sociologie bourgeoise était emprunté à Marx en premier lieu. Malheureusement de notre point de vue, Otto Rühle fut un des premiers à revêtir les idées les plus populaires de Marx du nouveau langage de la psychologie et de la sociologie bourgeoise. Dans ses mains, la conception matérialiste de l'histoire devint alors de la "sociologie" pour autant qu'elle se rapportait à la société ; pour autant qu'elle se rapportait à l'individu, c'était de la "psychologie". Les principes de cette théorie devaient servir à la fois à l'analyse de la société et à l'analyse des complexités psychologiques des individus de la société, Dans sa biographie de Marx, Rühle applique sa nouvelle conception psychosociologique du marxisme qui ne pouvait aider qu'à soutenir la tendance à incorporer un marxisme émasculé dans l'idéologie capitaliste. Cette sorte de "matérialisme historique" qui cherchait les raisons des "complexes d'infériorité et de supériorité" dans les domaines sans fin de la biologie, de l'anthropologie, de la sociologie, de l'économie et ainsi de suite afin de découvrir une espèce "d'équilibre des forces des complexes au moyen des compensations qui put être considéré comme l'adaptation correcte entre l'individu et la société – cette sorte de marxisme n'était capable de servir à aucun des besoins pratiques des ouvriers, et ne pouvait pas non plus aider à leur éducation. Cette partie de l'activité de Rühle, qu'on l'apprecie négativement ou positivement, avait peu de chose à faire, si elle avait quelque chose à faire, avec les problèmes qui assaillent le prolétariat allemand. Il n'est pas de ce fait nécessaire de traiter ici de l'œuvre psychologique de Rühle. Nous en faisons mention, néanmoins, pour la raison double qu'elle peut servir d'exemple supplémentaire du désespoir général du révolutionnaire dans la période de contre-révolution et que c'est une manifestation de plus de la sincérité de ce révolutionnaire, Rühle, dans les conditions mêmes du désespoir. Car, dans cette phase de son activité littéraire, comme dans toute autre touchant des questions pédagogico-psychologiques, historico-culturelles ou économique-politiques, il s'élève aussi contre les conditions inhumaines du capitalisme, contre des formes nouvelles possibles d'esclavage physique et mental, pour une société qui convienne à une humanité libre.

Le triomphe du fascisme allemand termina la longue période de découragement révolutionnaire, de désillusion, de désespoir. Tout redevient alors très clair; l'avenir immédiat se profile dans toute sa brutalité. Le mouvement ouvrier prouve pour la dernière fois que la critique que les révolutionnaires avaient dirigée contre lui était plus que justifiée. Le combat des "ultra-gauches" contre le mouvement ouvrier officiel montra qu'il avait été la seule lutte conséquente contre le capitalisme qui ait été engagée aussi loin.

Le triomphe du fascisme allemand, qui n'était pas un phénomène isolé mais était en étroite liaison avec le développement antérieur de la totalité du monde capitaliste, ne causa pas l'engagement d'un nouveau conflit mondial des puissances impérialistes mais n'en fut qu'un simple auxiliaire. Les jours de 1914 étaient revenus. Mais pas pour l'Allemagne. Les chefs ouvriers allemands étaient privés de "l'émouvante épreuve" de se déclarer une fois de plus les enfants les plus authentiques de la patrie. Organiser la guerre signifiait instituer le totalitarisme et revenait à éliminer beaucoup d'intérêts particuliers. Dans les conditions de la République de Weimar et à l'intérieur de la charpente de l'impérialisme mondial, cela n'était possible que par la voie des luttes intérieures. La "résistance" du mouvement ouvrier allemand au fascisme, qui n'était pas de plein cœur en premier lieu, ne doit pas toutefois être prise pour une résistance à la guerre. Dans le cas de la social-démocratie et des syndicats, il n'y avait pas de résistance mais simplement une abdication accompagnée de protestations verbales pour sauver la face. Et même cela ne vint que dans le sillage du refus d'Hitler d'incorporer ces institutions dans leur forme traditionnelle et avec leurs chefs "expérimentés", dans l'ordre des choses fascistes. La "résistance" de la part du parti communiste ne fut pas non plus une résistance à la guerre et au fascisme comme tels, mais seulement dans la mesure où ils étaient dirigés contre la Russie. Si les organisations ouvrières en Allemagne furent empêchées de prendre parti pour leur bourgeoisie, dans toutes les autres nations elles le firent sans discussion et sans lutte.

Une seconde fois dans sa vie, l'exilé Otto Rühle eut à décider quel parti prendre dans le nouveau conflit mondial. Cette fois, cela paraissait dans une certaine mesure, plus difficile parce que le totalitarisme cohérent d'Hitler se proposait de prévenir une répétition des journées d'hésitation du libéralisme pendant la dernière guerre mondiale. Cette situation permit à la seconde guerre mondiale de se déguiser en une lutte entre la démocratie et le fascisme et procura aux socialistes chauvins de meilleures excuses. Les chefs ouvriers exilés purent signaler les différences politiques entre ces deux formes de système capitaliste quoiqu'ils fussent incapables de nier la nature capitaliste de leur nouvelle patrie. La théorie du moindre mal servit à rendre plausible la raison pour laquelle on devait défendre les démocraties contre l'expansion plus large du fascisme. Rühle, cependant, maintint son opposition de 1914. Pour lui, "l'ennemi était encore chez soi", dans les démocraties comme dans les États fascistes ; le prolétariat ne pouvait, ou plutôt ne devait prendre parti pour aucun d'eux, mais s'opposer aux deux avec une ardeur égale. Rühle fit ressortir que tous les arguments politiques, idéologiques, raciaux et psychologiques proposés pour la défense d'une position favorable à la guerre ne pouvaient pas cacher réellement les motifs capitalistes de la guerre : la lutte pour des profits entre les rivaux capitalistes. Dans des lettres et dans des articles, il rappela toutes les conséquences impliquées dans les lois du développement capitaliste, telles qu'elles ont été établies par Marx, pour combattre le non sens de l'"anti-fascisme" populaire qui ne pouvait que hâter le processus de "fascisation" du capitalisme mondial.

Pour Rühle, fascisme et capitalisme d'État n'étaient pas des inventions de politiciens corrompus, mais la conséquence du processus capitaliste de la concentration et de la centralisation par lesquelles se manifeste l'accumulation du capital. Le rapport de classe dans la production capitaliste est assailli par maintes contradictions insolubles. Rühle vit que la principale contradiction réside dans le fait que

l'accumulation capitaliste signifie aussi une tendance à la baisse du taux du profit. Cette tendance ne peut être combattue que par une accumulation plus rapide du capital – qui implique une augmentation de l'exploitation. Mais en dépit du fait que l'exploitation augmente en rapport avec le taux d'accumulation nécessaire pour éviter les crises et les dépressions, les profits continuent à présenter une tendance à la baisse. Pendant les dépressions, le Capital se réorganise pour permettre une nouvelle période d'expansion du Capital. Si nationalement la crise implique la destruction du capital le plus faible et la concentration du capital par les moyens ordinaires des affaires, internationalement, cette réorganisation exige finalement la guerre. Cela signifie la destruction des nations capitalistes les plus faibles en faveur des impérialismes victorieux pour opérer une nouvelle expansion du capital et sa concentration et sa centralisation plus poussée. Chaque crise capitaliste – à ce niveau de l'accumulation du capital – englobe le monde ; de la même façon chaque guerre est immédiatement d'une envergure mondiale. Ce ne sont pas des nations particulières mais la totalité du mouvement capitaliste qui est responsable de la guerre et de la crise. C'est lui, comme l'a vu Rühle qui est l'ennemi, et il est partout.

Assurément, Rühle ne doutait pas que le totalitarisme était pire pour les ouvriers que la démocratie bourgeoise. Il avait lutté contre le totalitarisme russe depuis son commencement. Il luttait contre le fascisme allemand, mais il ne pouvait pas lutter au nom de la démocratie bourgeoise, parce qu'il savait que les lois particulières de développement de la production capitaliste transformeraient tôt ou tard la démocratie bourgeoise en fascisme et en capitalisme d'Etat. Combattre le totalitarisme revenait à s'opposer au capitalisme sous toutes ses formes. "Le Capitalisme privé, a-t-il écrit, "et avec lui la démocratie qui est en train d'essayer de le sauver, sont désuets et suivent le chemin de toutes les choses mortelles. Le Capitalisme d'Etat et avec lui le fascisme qui lui prépare les voies sont en train de grandir et de s'emparer du pouvoir. Le vieux a disparu pour toujours et aucun exorcisme n'agit contre le nouveau. Quelle que soit l'âpreté des tentatives que nous puissions faire pour ressusciter la démocratie, tous les efforts seront sans effet. Tous les espoirs d'une victoire de la démocratie sur le fascisme sont les illusions les plus grossières, toute croyance dans le retour de la démocratie comme forme de gouvernement capitaliste n'a que la valeur d'une trahison adroite et d'une lâche auto-duperie. C'est le malheur du prolétariat que ses organisations périmées basées sur une tactique opportuniste le mettent hors d'état de se défendre contre l'assaut du fascisme. Il a ainsi perdu sa propre position politique dans le corps politique au moment présent. Il a cessé d'être un facteur qui fait l'histoire à l'époque présente. Il a été balayé sur le tas de fumier de l'histoire et pourrira dans le camp de la démocratie aussi bien dans celui du fascisme, car la démocratie d'aujourd'hui sera le fascisme de demain".

Quoique Rühle fit face à la deuxième guerre mondiale de façon aussi intransigeante qu'il avait fait face à la première, son attitude à l'égard du mouvement ouvrier fut différente de celle de 1914. Cette fois, il ne pouvait s'empêcher d'être certain qu'aucune espérance ne pouvait naître des misérables débris du vieux mouvement ouvrier dans les nations démocratiques encore pour le soulèvement final du prolétariat et sa délivrance historique. Encore moins l'espérance pouvait-elle naître des fragments minables de ces traditions de parti qui s'étaient dispersés et éparpillés dans l'émigration mondiale, ni des notions stéréotypées des révolutions passées, indépendamment du fait que l'on croit aux bienfaits de la violence ou bien à une transition pacifique. Il ne regardait pas cependant sans espoir vers l'avenir. Il était sûr que de nouvelles forces et de nouvelles impulsions animent les masses et les contraindraient à faire leur propre histoire.

Les raisons de cette confiance étaient les mêmes que celles qui convainquirent Rühle du caractère inévitable du développement du capitalisme vers le fascisme et le capitalisme d'état. Elles se basaient sur les contradictions insolubles inhérentes au système capitaliste de production. Tout comme la

réorganisation du capital pendant la crise est en même temps la préparation des crises plus profondes, de même la guerre ne peut engendrer que des guerres plus larges et plus dévastatrices. L'anarchie capitaliste ne peut devenir que plus chaotique, sans égard à toutes les tentatives de ses défenseurs pour mettre de l'ordre dans son sein. Des parties toujours plus grandes du monde capitaliste seront détruites de sorte que les groupes capitalistes les plus forts continuent l'accumulation. La misère des masses mondiales ira en augmentant jusqu'à ce que soit atteint un point de rupture et alors des soulèvements sociaux détruiront le système meurtrier de la production capitaliste.

Rühle était aussi peu capable que tout autre à ce moment là de déterminer par quels moyens spécifiques le fascisme serait vaincu. Mais il était certain que les mécanismes et la dynamique de la révolution subiraient des changements fondamentaux. Dans l'auto expropriation et la prolétarisation de la bourgeoisie par la seconde guerre mondiale, dans le dépassement du nationalisme par la destruction des petits États, dans la politique mondiale capitaliste d'État basée sur les Fédérations d'États, il ne voyait pas seulement le côté immédiatement négatif, mais aussi il voyait les aspects positifs: la fourniture de nouveaux points de départ pour l'action anti-capitaliste. Jusqu'au jour de sa mort, il fut certain que la conception de classe était destinée à s'étendre jusqu'à ce qu'elle alimente un intérêt majoritaire en faveur du socialisme. Il regardait la lutte de classe comme devant se transformer de catégorie idéologie abstraite en une catégorie économique-pratique positive. Et il envisageait l'élection des conseils d'usine dans le développement de la démocratie ouvrière comme une réaction à la terreur bureaucratique. Pour lui, le mouvement ouvrier n'était pas mort, mais était à naître dans les luttes sociales de l'avenir.

Si Rühle, finalement, n'avait rien de plus à offrir que "l'espoir" que l'avenir résoudrait les problèmes que le vieux mouvement ouvrier n'avait pas réussi à résoudre, cet espoir ne sortait pas de la foi, mais de la connaissance, connaissance qui consistait à reconnaître les tendances sociales réelles. Cet espoir ne contient pas un guide touchant la façon d'accomplir la transformation sociale nécessaire. Il exigeait, toutefois, la rupture avec les activités sans effet et les organisations sans espoir. Il exigeait la reconnaissance des raisons qui ont conduit à la désintégration du vieux mouvement ouvrier et la recherche des éléments qui marquent les limites des systèmes totalitaires dominants. Il exigeait une distinction affinée entre l'idéologie et la réalité, afin de découvrir dans cette dernière les acteurs qui échappent à la direction des organisations totalitaires.

Ce qu'il faut, beaucoup ou peu – pour transformer la société – se découvre toujours exclusivement d'après cet indice de fait. Mais le plateau de balance de la société est délicat, et particulièrement sensible actuellement. Les plus puissantes contraintes sur les hommes sont véritablement faibles quand on les compare aux formidables contradictions qui déchirent le monde d'aujourd'hui. Otto Rühle avait raison d'indiquer que les activités qui feraient pencher le plateau de la balance sociale en faveur du socialisme ne seraient pas découvertes au moyen de méthodes liées aux activités antérieures et aux organisations traditionnelles. Elles doivent être ouvertes au sein des rapports sociaux changeants qui sont encore déterminés par la contradiction entre les rapports capitalistes de production et la direction dans laquelle les forces productives de la société sont en mouvement. Découvrir ces rapports, c'est à dire reconnaître la révolution qui vient dans les réalités d'aujourd'hui, sera la tâche de ceux qui continuent à avancer dans l'esprit d'Otto Rühle.

Paul MATTICK

Boston, 1960

Anton Pannekoek

Traduit en français dans *La Révolution Proletarienne* n°472, 1962.

La vie d'Anton Pannekoek coïncide presque entièrement avec l'histoire du mouvement ouvrier moderne. Il en a connu l'essor en tant que mouvement de protestation sociale, sa transformation en un mouvement de réforme sociale, et son éclipse comme mouvement de classe indépendant dans le monde contemporain. Mais Pannekoek a connu également ses possibilités révolutionnaires dans les soulèvements spontanés qui, de temps en temps, interrompirent le cours tranquille de l'évolution sociale. Il est entré marxiste dans le mouvement ouvrier, et il est mort marxiste, persuadé que s'il existe encore quelque avenir, ce sera un avenir socialiste.

Comme d'autres socialistes hollandais en vue, Pannekoek est issu de la classe moyenne et, comme il l'a fait remarquer une fois, son intérêt pour le socialisme provenait d'un penchant scientifique assez puissant pour embrasser à la fois la société et la nature. Pour lui, le marxisme était la science étendue aux problèmes sociaux; et l'humanisation de la science, c'était un aspect de l'humanisation de la société. Il savait concilier son goût pour la science sociale avec sa passion pour les sciences de la nature : il devint non seulement un des théoriciens dirigeants du mouvement ouvrier radical, mais aussi un astronome et un mathématicien de réputation mondiale.

Presque toute l'œuvre de Pannekoek est empreinte de cette attitude vis-à-vis des sciences, de la philosophie de la nature et de la société. Une de ses premières publications, *Marxisme et darwinisme*, éclaire la relation entre les deux théories. L'un de ses derniers travaux, *Anthropogénèse*, traite de l'origine de l'homme : "L'importance scientifique du marxisme, tout comme du darwinisme, écrivait-il, consiste à développer jusqu'à ses dernières conséquences la théorie de l'évolution, le premier dans le domaine de la société, le second dans celui du monde organique. L'importance de l'œuvre de Darwin réside dans la démonstration que, dans certaines conditions, une espèce animale se transforme nécessairement en une autre. Le processus de l'évolution obéit à un „mécanisme", à une " loi naturelle". Le fait que Darwin avait identifié cette "loi naturelle" avec la lutte pour l'existence, analogue à la concurrence capitaliste, n'affectait pas sa théorie; la concurrence capitaliste n'en devenait pas pour autant une loi naturelle ".

C'est Marx qui révèle la force motrice du développement social. Le „matérialisme historique" se rapporte à la société, et bien que le monde soit à la fois nature et société – comme on le constate dans le besoin de l'homme de manger pour vivre – les lois du développement social ne sont pas des lois de la nature; et bien entendu aucune loi, naturelle ou sociale, n'est absolue. Cependant, ces lois, dans la mesure où elles se vérifient par l'expérience, peuvent être considérées comme absolues " pour les fins de la pratique humaine. Elle excluent l'arbitraire pur et le libre choix, et se rapportent à des règles et des faits habituellement observables, qui permettent de prévoir et de donner ainsi un fondement aux activités humaines.

Avec Marx, Pannekoek affirmait que c'est « la production de la vie matérielle qui constitue la structure essentielle de la société et détermine les relations politiques et les luttes sociales". C'est par la lutte de classes que les transformations sociales décisives se sont produites. Elles ont conduit à une élévation de la production sociale. Le socialisme implique également le développement des forces sociales de la production qui sont actuellement entravées par les rapports de classes existants. Ce but ne peut être réalisé que par la classe des producteurs capable de fonder ses espoirs sur la naissance d'une société sans classes.

Les étapes de l'existence humaine et sociale sont liées, dans l'histoire, aux instruments et formes de

production qui changent et augmentent la productivité du travail social. L'origine de ce processus se perd dans la préhistoire, mais on peut raisonnablement supposer qu'elle se situe dans la lutte de l'homme pour l'existence, dans un environnement naturel qui l'obligea à développer ses capacités productrices et son organisation sociale. Depuis l'écrit de F. Engels, le rôle du travail dans la transformation du singe en homme, toute une littérature est née autour du problème des instruments et de l'évolution sociale.

Dans *l'Anthropogénèse*, Pannekoek revint aux problèmes qu'il avait abordés dans Marxisme et darwinisme. De même qu'il y a des mécanismes qui expliquent le développement social et l'évolution naturelle, de même il doit y avoir un mécanisme qui explique l'essor de l'homme dans le monde animal. La société, l'aide mutuelle et même l'emploi des "outils" caractérisent également d'autres espèces; ce qui caractérise spécifiquement l'homme, c'est le langage, la raison et la fabrication d'outils.. C'est cette dernière qui explique vraisemblablement le développement simultané du langage et de la pensée. Étant donné que l'emploi d'outils s'interpose entre un organisme et le monde extérieur, entre les stimuli et l'action, il force l'action et donc la pensée à faire un détour, à partir des impressions sensorielles par l'intermédiaire de l'outil, jusqu'à l'objet.

Sans la pensée humaine, le langage serait impossible. L'esprit humain est capable de pensées abstraites, il sait former des concepts. La vie mentale de l'homme et de l'animal dérive des sensations, qui se combinent en représentations; mais l'esprit humain sait distinguer entre les perceptions et les actes au moyen de la pensée, tout comme l'outil intervient entre l'homme et le but qu'il veut atteindre. La séparation entre les perceptions et les actes et la conservation de perceptions passées permettent la conscience et la pensée qui établit les liaisons intermédiaires entre les perceptions et formule des théories qui s'appliquent à des actes pratiques. La science de la nature est la preuve vivante d'une relation étroite entre les outils et la pensée.

Étant donné que l'outil est un objet isolé et inerte qui peut être remplacé et amélioré sous les formes les plus variées, il assure le développement extraordinaire et rapide de l'homme. Inversement, son emploi assure le développement du cerveau humain. Par conséquent le travail est le „devenir", et l' " essence " de l'homme, quelles que soient la dégradation et l'aliénation de l'ouvrier. Le travail et la confection d'outils élève l'homme hors du monde animal au niveau des actions sociales pour se mesurer avec les nécessités de la vie.

La genèse de l'homme est un processus très long. Mais la transformation de l'homme primitif en homme moderne est relativement courte. Ce qui distingue l'homme primitif de l'homme moderne, ce n'est pas une capacité cérébrale différente, mais la différence dans l'emploi de cette capacité. Lorsque la production sociale stagne, la société stagne; lorsque la productivité du travail se développe lentement le changement social est également retardé. Dans la société moderne, la production sociale s'est développée rapidement en créant des nouveaux rapports de classe et en détruisant les anciens. Ce qui a déterminé le développement social, ce n'était pas la lutte naturelle pour l'existence, mais le combat social pour telle ou telle forme de l'organisation sociale.

Dès son origine, le socialisme fut à la fois théorie et pratique. En fait, il n'intéresse pas seulement ceux qui sont censés bénéficier de la transformation du capitalisme en socialisme. Préoccupé d'une société sans classes, et de la fin de tout conflit social, et attirant des intelligences de toutes les couches de la société, le socialisme prouve par avance la possibilité de sa réalisation. Encore jeune étudiant, en sciences naturelles, et se spécialisant en astronomie, Pannekoek entra au Parti ouvrier social-démocrate de Hollande et se trouva immédiatement à son aile gauche aux côtés de Herman Gorter et Frank van der

Goes.

Sous l'influence de son fondateur non-marxiste, Domela Nieuwenhuis, ce parti fut plus combatif que les organisations strictement marxistes au sein de la Seconde Internationale. Il prit une position essentiellement antimilitariste et Domela Nieuwenhuis fit campagne pour l'emploi de la grève générale pour prévenir la guerre. Il ne put trouver de majorité, et il s'aperçut très tôt qu'à l'intérieur de l'internationale, on se dirigeait vers la collaboration de classe. Il s'opposa à l'exclusion des anarchistes de l'internationale, et son expérience de membre du Parlement lui fit rejeter le parlementarisme comme arme de l'émancipation sociale. Les tendances "anarcho-syndicalistes" dont il était le représentant divisèrent l'organisation. Un nouveau Parti Socialiste en sortit, plus près du modèle – de la social-démocratie allemande, Cependant, l'idéologie radicale de l'ancien Parti influença ses traditions du mouvement socialiste hollandais.

Ce radicalisme traditionnel trouva son expression dans le nouvel organe mensuel du Parti *De Nieuwe Tijd*, particulièrement dans les contributions de Gorter et de Pannekoek, qui combattirent l'opportunisme croissant des dirigeants du Parti. En 1909, l'aile gauche autour de Gorter fut expulsée, et ce groupe constitua une nouvelle organisation, le Parti Social-démocrate ". Pannekoek se trouvait alors en Allemagne. Il enseignait dans les écoles du Parti social-démocrate allemand et écrivait pour ses publications théoriques et pour différents autres journaux, comme par exemple la *Bremer Bürgerzeitung*. Il s'associa à la nouvelle organisation de Gorter, laquelle devint plus tard, sous la direction de van Ravesteijn, Wijlkoop et Ceton, le Parti communiste orienté vers Moscou.

Bien que fidèle à la tradition du „socialisme libertaire" de Domela Nieuwenhuis, l'opposition de Pannekoek au réformisme et au révisionnisme social-démocrate était d'inspiration marxiste; elle se dressait contre le marxisme „officiel" dans ses deux formes, orthodoxe et révisionniste. Dans sa forme orthodoxe, le marxisme servait d'idéologie pour masquer une pratique non-marxiste; dans sa forme révisionniste, il ruinait à la fois la théorie et la pratique marxistes. Mais la défense du marxisme par Pannekoek n'était pas celle d'un doctrinaire; mieux que quiconque il reconnut que le marxisme n'était pas un dogme, mais une méthode de pensée s'appliquant aux problèmes sociaux dans le processus réel de la transformation sociale. La théorie marxiste, dans certains aspects, n'était pas seulement dépassée par le marxisme lui-même, mais certaines de ses thèses, issues de conditions déterminées, devaient perdre leur validité lorsque les conditions changeraient.

La première guerre mondiale ramena Pannekoek en Hollande. Avant la guerre, il avait été actif à Brême, en liaison avec Radek, Paul Fröhlich et Johann Knief. Ce groupe radical, de communistes internationaux se fonda plus tard avec le Spartakus-Bund, posant ainsi les fondements du Parti communiste d'Allemagne. Des groupes opposés à la guerre trouvèrent en Allemagne leurs chefs en Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Franz Mehring. En Hollande, cette opposition se groupa autour de Herman Gorter, Anton Pannekoek et Henriette Roland-Holst. A Zimmerwald et à Kienthal, ces groupes se joignirent à Lénine et à ses compagnons pour condamner la guerre impérialiste, et préconisèrent des actions prolétariennes aussi bien pour la paix que pour la révolution. La révolution russe de 1917, saluée comme le début possible d'un mouvement révolutionnaire mondial, fut soutenue par les radicaux hollandais et allemands malgré les divergences profondes entre eux et les léninistes.

De sa prison, Rosa Luxemburg exprimait des appréhensions sur les tendances autoritaires du bolchevisme; elle montra des craintes pour le contenu socialiste de la révolution russe au cas où l'appui d'une révolution prolétarienne à l'ouest viendrait à lui manquer. Gorter et Pannekoek partagèrent sa position d'appui critique au régime bolchevik. Néanmoins, ils travaillèrent dans le nouveau Parti

Communiste et pour la création d'une nouvelle internationale. Dans leur esprit, cette Internationale devait être nouvelle non seulement de nom, mais aussi dans ses perspectives, à la fois quant au but socialiste et au moyen de l'atteindre.

La conception social-démocrate du socialisme, c'est le socialisme d'Etat qui doit être atteint par la voie de la démocratie parlementaire. Le suffrage universel et le syndicalisme sont les instruments propres à réaliser la transition pacifique du capitalisme au socialisme. Lénine et les bolcheviks, eux, ne croyaient pas à une transformation pacifique. Ils appelaient au renversement révolutionnaire du capitalisme. La conception du socialisme était encore celle de la social-démocratie puisqu'elle impliquait l'emploi du parlementarisme et du syndicalisme pour atteindre le but.

Cependant le tsarisme ne fut pas renversé par des procédés démocratiques et des actions syndicalistes. L'organisation de la révolution fut l'oeuvre de soviets développés spontanément, des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Toutefois ces soviets et ces conseils laissèrent la place à la dictature des bolcheviks. Lénine était prêt à utiliser le mouvement des soviets tout autant que n'importe quelle forme d'action, y compris le parlementarisme et le syndicalisme, pour atteindre à ses fins : le pouvoir dictatorial pour son Parti sous le camouflage de la "dictature du prolétariat". Ayant atteint son but en Russie, il s'efforça de renforcer son régime avec l'aide du mouvement ouvrier révolutionnaire en Europe Occidentale; en cas d'échec, il comptait influencer suffisamment le mouvement ouvrier occidental pour s'assurer au moins son appui indirect. Vu les besoins immédiats du régime bolchevik et les idées politiques de ses chefs, l'Internationale Communiste ne tut pas le commencement d'un mouvement ouvrier nouveau, mais simplement une tentative pour gagner le contrôle du mouvement ancien et l'utiliser pour défendre le régime bolchevik en Russie.

Le social-patriotisme des organisations ouvrières de l'Ouest et leur politique de collaboration de classe pendant la guerre convainquirent les ouvriers révolutionnaires que ces organisations ne pouvaient pas être utilisées à des fins révolutionnaires. Elles étaient devenues des institutions liées au système capitaliste et elles devaient être détruites en même temps que lui. Inévitables et nécessaires lors au développement antérieur du socialisme et de la lutte et pour ces buts immédiats, le parlementarisme et le syndicalisme avaient cessé d'être les instruments de la lutte de classes. Dans tous les conflits sociaux, on les trouvait du côté du capital. Aux yeux de Pannekoek, ce ne fut pas là une question de direction mauvaise à remplacer par une direction meilleure, mais une question de transformation des conditions sociales dans lesquelles le parlementarisme et le syndicalisme avaient cessé de jouer un rôle émancipateur. La crise capitaliste à la veille de la guerre posa la question de la révolution; l'ancien mouvement ouvrier ne pouvait se changer en force révolutionnaire, puisque le socialisme n'a pas de place pour les syndicats ou la démocratie bourgeoise formelle.

Partout où, pendant la guerre, les ouvriers luttèrent pour des revendications immédiates, ils durent le faire contre les syndicats, comme dans les grèves de masse en Hollande, en Allemagne, en Autriche et en Ecosse. Ils organisèrent leurs actions dans des comités d'entreprises, les shop stewards ou des conseils ouvriers, indépendamment des syndicats existants. Dans toute situation vraiment révolutionnaire, en Russie en 1905 et de nouveau en 1917, tout comme dans l'Allemagne et l'Autriche de 1918, des conseils (soviets) d'ouvriers et de soldats surgirent spontanément et tentèrent d'organiser la vie économique et politique en étendant leur système à l'échelle nationale. Le pouvoir des conseils est la dictature du prolétariat, car les conseils sont élus au niveau de la production, les couches sociales qui ne participent pas à la production restant sans représentation. En soi, ce mouvement peut ne pas conduire au socialisme. Ainsi les conseils ouvriers allemands en donnant leur appui à l'Assemblée nationale se sont eux-mêmes liquidés. Or, la détermination du prolétariat par lui-même suppose une organisation

sociale dans laquelle le pouvoir de décision concernant la production et la distribution se trouve entre les mains des ouvriers.

Pannekoek reconnu dans ce mouvement des conseils le commencement d'un nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire, et en même temps le début d'une réorganisation socialiste de la société. Ce mouvement ne pouvait naître et se maintenir qu'en s'opposant aux formes traditionnelles. Ces principes attirèrent la partie la plus militante du prolétariat en révolte, au grand chagrin de Lénine qui ne pouvait concevoir un mouvement échappant au contrôle du Parti ou de l'État, et qui s'appliquait à émasculer les soviets en Russie. Il ne pouvait pas plus tolérer un mouvement communiste international hors du contrôle absolu de son propre parti. Par des intrigues d'abord et, après 1920, ouvertement, les bolcheviks s'efforcèrent de combattre les tendances antiparlementaires et antisyndicales du mouvement communiste, sous prétexte qu'il ne fallait pas perdre le contact avec les masses qui adhéraient encore aux anciennes organisations. Le livre de Lénine, " la Maladie infantile du communisme ", était surtout dirigé contre Gorter et Pannekoek, qui étaient les porte-parole du mouvement des conseils communistes. Le Congrès de Heidelberg en 1919 divisa le parti communiste allemand en une minorité léniniste et en une majorité qui adhérait aux principes de l'antiparlementarisme et de l'antisindicalisme sur lesquels le parti était fondé initialement. Une autre controverse vint s'ajouter à la première: dictature du parti ou dictature de classe? Les communistes non-léninistes adoptèrent le nom de Parti des ouvriers communistes d'Allemagne (KAPD). Une organisation similaire fut fondée plus tard en Hollande. Les communistes de parti s'opposèrent aux communistes de conseils et Pannekoek se rangea au côté des seconds. Ceux-ci assistèrent au II^e Congrès de la III^e Internationale en qualité de sympathisants. Les conditions d'admission dans l'internationale – subordination totale des diverses organisations nationales à la volonté du Parti russe – sépara complètement le jeune mouvement des conseils et l'internationale Communiste.

L'action de l'internationale Communiste contre „l'ultragauche" fut la première intervention directe du Parti russe dans la vie des organisations communistes des autres pays. Le mode de contrôle ne changea jamais. En réalité, le mouvement communiste mondial tout entier passa sous le contrôle russe conformément aux besoins spécifiques de l'Etat bolchevik. Bien que ce mouvement n'ait jamais réussi, comme le prédisaient Pannekoek et Gorter, à conquérir les syndicats occidentaux ni à dominer les vieilles organisations socialistes en séparant la base des dirigeants, il détruisit l'indépendance et le caractère radical du jeune mouvement communiste des conseils. Grâce à l'énorme prestige d'une révolution politique victorieuse, et à la faillite de la révolution allemande, le Parti bolchevik gagna aisément une grande majorité du mouvement communiste aux principes du léninisme. Les idées et le mouvement du communisme des conseils déclinerent progressivement et disparurent pratiquement avec la montée du fascisme et la deuxième guerre mondiale.

Alors que la lutte de Lénine contre l'"ultra-gauche" était le premier symptôme des tendances contre-révolutionnaires du bolchevisme, le combat de Pannekoek et de Gorter contre la corruption léniniste du nouveau mouvement ouvrier fut le commencement d'un antibolchevisme d'un point de vue prolétarien. Et c'est là, naturellement, le seul anti-bolchevisme conséquent. L'anti-bolchevisme bourgeois est l'idéologie courante de la concurrence capitaliste des impérialismes qui change selon les rapports de forces nationaux. La République de Weimar par exemple combattit le bolchevisme d'une part et en même temps conclut des accords secrets avec l'Armée Rouge et des accords commerciaux officiels avec les bolcheviks afin de soutenir sa propre position politique et économique dans la concurrence mondiale. Il y a eu le pacte Hitler-Staline et l'invasion de la Russie. Les alliés occidentaux d'hier sont aujourd'hui ennemis dans la guerre froide, pour ne mentionner que la plus évidente des inconséquences

qui sont en fait la politique du capitalisme, déterminée uniquement par les intérêts du profit et du pouvoir.

L'antibolchevisme suppose l'anticapitalisme, puisque le capitalisme d'Etat bolchevik n'est qu'un type de capitalisme. Bien entendu, en 1920, le phénomène était moins visible qu'aujourd'hui. L'expérience du bolchevisme peut nous servir de leçon pour savoir comment le socialisme ne peut pas être réalisé. Le contrôle des moyens de production, la propriété privée transférée à l'Etat, la direction centrale et antagonique de la production et de la distribution laissent intacts les rapports capital-travail en tant que relation entre exploités et exploités, maîtres et sujets. Ce développement conduit uniquement à une forme plus moderne du capitalisme, où le capitalisme n'est plus indirectement mais directement la propriété collective d'une classe dominante à base politique. Le système capitaliste tout entier va dans cette direction et réduit ainsi l'antibolchevisme capitaliste à une simple lutte impérialiste pour le contrôle du monde.

Rétrospectivement, on n'a pas de peine à comprendre que les divergences entre Pannekoek et Lénine ne pouvaient être résolues à coup d'arguments. Toutefois, en 1920, un espoir restait permis : que les travailleurs occidentaux suivent une voie indépendante, non pas vers un capitalisme d'un nouveau genre, mais vers son abolition. Répondant à la " Maladie infantile" de Lénine, Gorter s'efforça de convaincre les bolcheviks de leur „erreurs de méthode", en soulignant la différence des conditions socio-économiques entre la Russie et l'Occident : la tactique qui amena les bolcheviks au pouvoir en Russie ne pouvait pas s'appliquer à une révolution prolétarienne en Occident. Le développement ultérieur du bolchevisme montra cependant que les éléments bourgeois présents dans le léninisme n'étaient pas dus à quelque „théorie fausse", mais avaient leur source dans le caractère de la révolution russe elle-même. Elle avait été conçue et accomplie comme une révolution capitaliste d'Etat, appuyée sur une idéologie pseudo-marxiste.

Dans de nombreux articles publiés dans des Journaux communistes antibolcheviks, et jusqu'à la fin de sa vie, Pannekoek s'efforça d'élucider la nature du bolchevisme et de la révolution russe. De même que dans sa critique antérieure de la social-démocratie, il n'accusa pas les bolcheviks d'avoir "trahi" les principes de la classe ouvrière. Il montra que la révolution russe, tout en étant une étape importante dans le développement du mouvement ouvrier, tendait uniquement vers un système de production qui pouvait être appelé indifféremment socialisme d'Etat ou capitalisme d'Etat. La révolution ne trahit pas ses propres buts, pas plus que les syndicats ne " trahissent " le syndicalisme. De même qu'il ne peut pas y avoir d'autre type de syndicalisme que le type existant, de même on ne doit pas s'attendre que le capitalisme d'Etat soit autre chose que lui-même.

La révolution russe fut cependant menée sous la bannière du marxisme et l'Etat bolchevik est considéré généralement comme un régime marxiste. Le marxisme et bientôt le marxisme-léninisme-stalinisme restèrent l'idéologie du capitalisme d'Etat russe. C'est pour montrer ce que signifie réellement le " marxisme " du léninisme que Pannekoek entreprit un examen critique de ses fondements philosophiques en publiant en 1938 son Lénine philosophe. Lénine avait exprimé ses idées philosophiques dans Matérialisme et empiriocriticisme, paru en russe en 1908 et traduit en allemand et en anglais en 1927. Autour de 1904, certains socialistes russes, Bogdanov en particulier, s'étaient tournés vers la philosophie naturaliste occidentale, notamment vers les idées de Ernst Mach qu'ils essayaient de combiner avec le marxisme. Ils eurent quelque influence dans le Parti socialiste russe, et Lénine s'employa à la détruire en attaquant sa source philosophique.

Marx avait appelé son système de pensée matérialisme, sans donner à ce terme un sens philosophique. Il

visait simplement la base matérielle de toute existence et de toute transformation sociale. Pour en arriver à cette conception, il avait rejeté aussi bien le matérialisme philosophique de Feuerbach que l'idéalisme spéculatif de Hegel. Pour le matérialisme bourgeois, la nature est une réalité objectivement donnée et l'homme est déterminé par des lois naturelles. Ce qui distingue le matérialisme bourgeois du matérialisme historique, c'est cette confrontation directe de l'individu et de la nature extérieure, et l'incapacité de voir dans la société et dans le travail social un aspect indissoluble de la réalité totale.

Le matérialisme bourgeois (et la philosophie naturaliste) avait soutenu à ses débuts que l'expérience sensorielle, base de l'activité intellectuelle, permettait d'aboutir à une connaissance absolue de la réalité physique, constituée prétendument par la matière. Dans leur tentative de relier la représentation matérialiste du monde objectif au processus de la connaissance lui-même, Mach et les positivistes niaient la réalité objective de la matière en montrant que les concepts physiques doivent être construits à partir de l'expérience sensorielle conservant ainsi leur caractère subjectif. Ceci dérangeait beaucoup Lénine, étant donné que pour lui la connaissance était uniquement le reflet d'une vérité objective, et qu'il n'y avait de vérité que matérielle, Il considérait l'influence de Mach dans les milieux socialistes comme une corruption du matérialisme marxiste. Dans son esprit, l'élément subjectif dans la théorie de la connaissance de Mach était une aberration idéaliste et une tentative délibérée de ressusciter l'obscurantisme religieux.

Il est vrai que le progrès de la critique scientifique avait eu ses interprètes idéalistes qui pouvaient satisfaire les esprits religieux. Certains marxistes se mirent à défendre le matérialisme de la bourgeoisie, autrefois révolutionnaire, contre le nouvel idéalisme, ainsi que la nouvelle science de la classe capitaliste installée au pouvoir. Lénine attribuait une grande importance à ce fait, puisque le mouvement révolutionnaire russe, qui était à la veille d'une révolution bourgeoise, utilisait largement dans sa lutte idéologique les arguments scientifiques et philosophiques de la bourgeoisie occidentale naissante.

En confrontant l'attaque de Lénine contre l'empirio-criticisme avec son contenu scientifique, Pannekoek révéla non seulement que Lénine avait déformé les idées de Mach et d'Avénarius, mais aussi qu'il était incapable de critiquer leur œuvre d'un point de vue marxiste, Lénine attaquait Mach non pas du point de vue du matérialisme historique, mais en se plaçant sur le terrain du matérialisme bourgeois, scientifiquement moins développé. Pannekoek voyait, dans cet emploi du matérialisme bourgeois pour la défense du „marxisme", une preuve supplémentaire du caractère mi-bourgeois, mi-prolétarien du bolchevisme et de la révolution russe elle-même. Ce matérialisme s'accordait avec une conception du socialisme" comme capitalisme d'État, avec les attitudes autoritaires à l'égard de toute organisation spontanée, avec le principe anachronique et irréaliste de l'auto-détermination nationale, et avec la conviction de Lénine que seule, l'intelligentsia bourgeoise est capable de développer une conscience révolutionnaire, ce qui la destine à guider les masses. Ce mélange du matérialisme bourgeois et de marxisme révolutionnaire, qui caractérisait la philosophie de Lénine, réapparut avec la victoire du bolchevisme, mélange de pratiques néo-capitalistes et d'idéologie socialiste.

Toutefois, la révolution russe était un événement progressif d'une signification énorme, comparable à la Révolution française. Elle révélait en même temps que le mode de production capitaliste n'est pas limité au rapport de propriété privée prédominant dans sa période libérale. Par suite du reflux de la vague révolutionnaire à la veille de la première guerre mondiale, le capitalisme se consolidait, à nouveau, en dépit des conditions de crise sérieuses, en donnant plus d'importance aux interventions de l'État dans l'économie. Dans les nations capitalistes moins vigoureuses, ce phénomène prit la forme du fascisme, et l'on vit s'intensifier les politiques impérialistes qui menèrent finalement à la seconde guerre mondiale. Plus encore que la première, cette seconde guerre montra clairement que le mouvement ouvrier qui

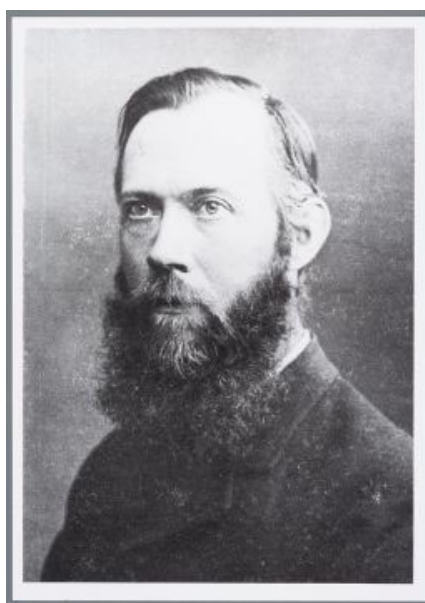
subsistait n'était plus un mouvement de classe, mais qu'il faisait partie intégrante des divers systèmes nationaux du capitalisme contemporain.

C'est dans la Hollande occupée pendant la seconde guerre mondiale que Pannekoek prit la plume pour composer *Workers' Councils*. L'ouvrage était terminé en 1947. Il résumait l'expérience d'une vie en ce qui regarde la théorie et la pratique du mouvement ouvrier international, ainsi que le développement et la transformation du capitalisme dans les divers pays et dans son ensemble. Cette histoire du capitalisme, et de la lutte contre le capitalisme, finit sur le triomphe d'un capitalisme revivifié quoique changé. La fin de la seconde guerre mondiale a vu les intérêts de la classe travailleuse entièrement assujettis aux impératifs de concurrence des deux systèmes capitalistes rivaux, qui se préparent pour un nouveau conflit. A l'Ouest, les organisations des travailleurs sont restées en place, mais elles cherchent, au mieux, à remplacer tout simplement le monopole par le capital d'État. Quant au soi-disant mouvement communiste mondial il met ses espoirs en une révolution planétaire sur le modèle russe. Dans l'un et l'autre cas, le socialisme se confond avec la propriété publique, l'État étant maître de la production et les travailleurs demeurant aux ordres d'une classe dirigeante.

L'effondrement du capitalisme ancienne manière, ce fut aussi la chute du vieux mouvement ouvrier. Ce que l'on appelait socialisme se révèle être un capitalisme durci. Cependant, au contraire de la classe dirigeante, qui s'adapte rapidement aux conditions nouvelles, la classe ouvrière se trouve dans une situation d'impuissance, et sans espoir à l'horizon: elle adhère toujours aux idées et aux activités traditionnelles. Or les changements économiques ne provoquent des changements de conscience que graduellement, et il s'écoulera peut-être un assez long temps avant que surgisse un nouveau mouvement ouvrier, adapté aux nouvelles conditions, car la tâche des travailleurs demeure inchangée; c'est d'abolir le mode de production capitaliste, c'est d'accomplir le socialisme. Pour atteindre ce but, il faudra que les travailleurs s'organisent et organisent la société de façon que la production et la distribution obéissent à un plan social, élaboré par les producteurs eux-mêmes. Ce mouvement ouvrier, quand il se lèvera, reconnaîtra ses origines dans les idées du communisme de conseils et dans celles d'un de ses représentants les plus rigoureux : Anton Pannekoek.

Paul MATTICK

Boston, 1960.



Pannekoek en 1908

Le marxisme de Karl Korsch

Publié dans *Survey* N°53 (octobre 1964). Traduit par M., du SIA de Caen.

L'intérêt nouveau pour le marxisme, reflété dans de nombreuses publications, semble donner corps à la remarque de George Lichtheim selon laquelle une nouvelle doctrine devient académiquement respectable seulement après qu'elle ait été pétrifiée. [1] De ce point de vue l'intérêt renouvelé pour Marx ressemble à une veillée mortuaire intellectuelle auprès du cadavre du marxisme et à un partage de ses quelques biens encore utilisables entre les héritiers. Si rien de bon ne peut être dit sur la pratique marxienne passée, les aspects de la théorie marxienne, au moins, peuvent être et ont été assimilés au sein des sciences sociales actuelles. Marx lui-même, il est dit, est honoré de cette façon : « le plus haut triomphe qu'un grand érudit peut atteindre, c'est lorsque ses théories perdent leur caractère spécial et deviennent partie intégrante de la vie scientifique de la société ». [2]

La critique de plus en plus tolérante de Marx est le reflet, d'une part, des transformations du capitalisme lui-même, et d'autre part, du besoin de fortifier l'idéologie bourgeoise en l'adaptant à des conditions sociales changeantes. Mais pendant que la bourgeoisie, au moins en partie, apparaît prête à incorporer un marxisme émasculé dans sa propre idéologie, le mouvement ouvrier officiel essaye de se libérer lui-même des derniers restes de son héritage marxien. Il fait cela, toutefois, non comme un mouvement ouvrier indépendant en quête d'une théorie et d'une pratique nouvelles et plus efficaces pour atteindre sa propre émancipation, mais comme une institution sociale accréditée au sein de l'actuelle société. Il est ainsi clair que l'actuelle renaissance du marxisme dans les étalages des bouquinistes et dans les universités ne signifie pas le retour d'une conscience révolutionnaire, annonçant de nouvelles luttes sociales pour la libération de la classe ouvrière, mais plutôt son inefficacité présente comme instrument de changement social.

Ce serait, bien sûr, un miracle si les théories élaborées par Marx il y a plus de 100 ans collaient encore à la situation présente. Marx ne croyait pas aux miracles mais au changement social. Il basait ses théories sur les expériences du passé et sur une analyse des conditions existantes afin de découvrir les sources du développement social en général et du capitalisme en particulier. Ses théories provenaient de la reconnaissance d'un mouvement social actuellement existant opposé aux conditions dominantes, et elles cherchaient à aider ce mouvement à réaliser ses propres potentialités. Ces théories, et la pratique sociale à leurs bases, étaient elles-mêmes sujettes au changement ; le marxisme aussi car il était un phénomène historique. Ses attentes ne se sont pas réalisées. La doctrine marxienne surnage comme un ensemble d'idées déconnectées de la pratique sociale réelle, ou comme la « fausse conscience » d'idéologies d'Etat soutenant une pratique non-marxienne.

C'est avec ces préalables en tête que l'œuvre de Karl Korsch peut être le mieux approchée. Korsch se définissait lui-même comme un marxiste au long de sa vie adulte mais il adhérait à un marxisme sans dogmes. Son œuvre fait preuve d'une attitude critique envers Marx et les marxistes, même lorsqu'il tentait de renforcer, et non pas d'affaiblir, le mouvement marxiste. Il comprenait ce mouvement strictement comme la lutte de la classe prolétarienne pour l'abolition de la société capitaliste ; et la théorie marxienne n'avait de sens pour lui que comme une partie essentielle et indivisible de cette transformation sociale.

Comme Marx, Korsch vint au mouvement socialiste par la voie de la philosophie et à travers un fort sens de la justice sociale qui se rebellait contre les conditions de la population laborieuse. Né en 1886 dans une famille de classe moyenne, il eut une jeunesse protégée et commença à étudier la philosophie, le droit, l'économie et la sociologie à Iéna, Munich, Berlin et Genève ; en 1911 il devint docteur en

jurisprudence à l'université de Iéna. La même université lui donna un poste de professeur en 1919. Comme étudiant, Korsch fut associé au « Mouvement des Etudiants Libres », qui s'opposait aux Fraternités traditionnelles généralement réactionnaires et essayait, quoique d'une manière vague, d'établir des liens entre les professions universitaires et le mouvement socialiste. Entre les années 1911 et 1914, Korsch vécut en Angleterre, étudiant et pratiquant le droit anglais et international ; pendant qu'il était là-bas il rejoignit la Société Fabienne.

Comme philosophe, Korsch fut d'abord influencé par Kant ; plus tard principalement par Hegel, Feuerbach et Marx. Bien qu'il ait commencé par des études de droit, il déplaça son attention, par le biais des études philosophiques, des aspects techniques de la loi vers leurs fondements matériels, l'économie et de la politique. La plupart de ses premiers écrits, qu'il fit en Angleterre, montrent l'influence du fabianisme, des tendances syndicalistes et des associations socialistes à l'intérieur du mouvement ouvrier. Son attention, même alors, se portait sur les activités pratiques du mouvement plus que sur ses théories. Ce dernier, d'après Korsch, se concentrait sur la destruction du capitalisme et montrait peu d'intérêt dans la construction de la nouvelle société. Satisfait ni par le réformisme politico-administratif de la Société Fabienne ni par les propositions purement économiques du syndicalisme, Korsch préférait une mise en application directe et continue de la théorie socialiste par des activités pratiques qui pouvaient véritablement changer le processus de développement social.

L'année 1914 ramena Korsch en Allemagne et dans l'armée où il resta tout au long de la guerre. Il accueillit avec enthousiasme le mouvement anti-guerre, qui trouva sa voie à Zimmerwald en 1915 et une année plus tard à Kienthal. Après sa démobilisation en 1919, il rejoignit l'USPD - le Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne. De retour à l'université de Iéna, il devint assistant en droit civil et en procédures, spécialement en droit du Travail et négociations collectives, ainsi qu'en sciences sociales, histoire contemporaine et philosophie. Ses publications à partir de 1919 montrent désormais une préoccupation pour les questions pratiques du socialisme et pour son caractère d'effort prolétarien. « Toute nationalisation », écrivait-il en 1919, « qui prétend représenter les intérêts de la population laborieuse doit, avant toute chose, rendre réelle la participation des travailleurs à l'organisation, l'administration et la détermination de la production et au processus de production sociale. » [3] Korsch parlait encore en termes de participation, pas de contrôle, car il ne pensait pas que la classe ouvrière était prête, ni la situation mûre, pour la réalisation du socialisme dans son sens pleinement marxien d'association de producteurs libres et égaux. Il suggérait une combinaison d'autonomie ouvrière dans l'industrie avec une planification centralisée via des institutions politiques, une combinaison, en bref, d'idées syndicalistes et socialistes. C'était par un système de conseils ouvriers, agissant au niveau de l'usine et dans la vie politique, que l'auto-détermination et la régulation sociale pouvait être toutes deux réalisées. [4]

L'aile radicale du mouvement socialiste allemand dans la révolution de 1918 et ses suites demandait une reconstruction totale de la société sur la base d'un système des conseils ouvriers (sur le modèle des soviets russes), destiné à apporter tout le pouvoir économique et politique dans les mains de la classe ouvrière. Ce groupe radical se composait principalement de l'aile gauche de l'USPD, du Spartakusbund, qui à la fin de 1918 devint le Parti Communiste d'Allemagne. A cette époque toutefois, et sans égards pour leurs différences, toutes les organisations socialistes défendaient les nationalisations. Les différences entre les socialistes modérés et les radicaux semblaient être simplement des questions de procédures ; atteignait-on le socialisme par les méthodes de la politique démocratique ou par la voie de la dictature du prolétariat.

Le slogan « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers » impliquait que sa réalisation laisserait d'autres

secteurs de la population sans représentation politique. Mais leur donner une représentation dans une Assemblée Nationale impliquait la restauration du pouvoir qu'ils avaient temporairement perdu et la fin du programme de nationalisation. Le choix fut évité en se décidant à la fois pour les conseils ouvriers et pour l'Assemblée Nationale - les conseils sous une forme émasculée comme partie de la constitution de Weimar.

Sans perspectives proches de la nationalisation, Korsch s'engagea dans une investigation sur les raisons de l'échec socialiste. Evidemment, la classe ouvrière n'était pas prête à utiliser ses opportunités, malgré la longue période d'endoctrinement marxiste ; leur marxisme, d'après Korsch, avait dégénéré en un simple système de connaissance et n'était plus la conscience d'une pratique révolutionnaire capable de réaliser son but révolutionnaire. Il était alors nécessaire de reconstruire l'aspect révolutionnaire, actif du marxisme, incarné dans la révolution bolchevique. C'est dans cet esprit que Korsch s'engagea dans une réinterprétation de la théorie marxienne en opposition à la fois aux ailes « orthodoxe » et « révisionniste » du marxisme de la seconde Internationale. [5] C'est dans cet esprit également qu'il entra au Parti Communiste avec la majorité des Socialistes Indépendants, même s'il n'était pas satisfait des conditions d'admission posées par l'Internationale Communiste, qui subordonnait la politique des partis communistes nationaux au programme et aux tactiques du centre moscovite, contrôlé par le Parti Communiste Russe. Korsch partageait la croyance des bolcheviques dans le fait que les travailleurs socialistes allaient venir graviter autour de l'Internationale de Moscou. Sa maîtrise de la théorie marxienne aboutit à son ascension rapide à la direction intellectuelle du Parti. Il devint représentant communiste à la Diète de Thuringe et, en 1924, membre du Reichstag allemand. Il devint également l'éditeur, et un collaborateur fréquent, de l'organe théorique du Parti, *Die Internationale*. Les événements de 1923, « année de crise » - l'occupation française de la Ruhr, l'inflation monétaire galopante, les séries de grèves à grandes échelles, le fiasco de l'éphémère tentative communiste d'insurrection à Hambourg et l'émergence du mouvement nazi - événements au cours desquels à la fois le Comintern et le KPD se montrèrent indécis et manquant de jugement, amenèrent Korsch à entrer en opposition avec la ligne officielle, quoique changeante, du Parti. Il devint le porte-parole de son aile gauche radicale, *Entschiedene Link*, et l'éditeur de son organe oppositionnel, *Kommunistische Politik*. Bien qu'exclu du KPD en 1926, Korsch resta membre du Reichstag jusqu'en 1928. Depuis lors, il continua son activité politique en dehors de tout encadrement organisationnel défini.

Parmi les premiers écrits de Korsch, *Marxisme et philosophie* est peut-être le plus important et ce malgré sa nature apparemment strictement théorique. Il fut complété par de nombreux autres essais sur la conception matérialiste de l'Histoire et sur la dialectique marxienne. [6] Ces ouvrages n'étaient pas tant des enquêtes sur les relations entre marxisme et philosophie que des réponses à ce que le marxisme lui-même représentait. De cette manière, l'intérêt théorique devint immédiatement pratique.

D'après Hegel, une philosophie ne peut être rien d'autre que « son époque exprimée en idées ». Korsch concevait à la fois la philosophie bourgeoise et le marxisme comme des expressions d'un seul et même développement historique, qui créait dans le prolétariat la nécessaire contrepartie à la bourgeoisie. La relation idéale entre la philosophie bourgeoise et le marxisme était un aspect des différences contradictoires et réelles entre le Travail et le capital. Le marxisme était conditionné à l'existence du capitalisme et était indépendant seulement comme point de vue de la classe prolétarienne dans sa lutte contre la société bourgeoise. Celle-ci pouvait survenir seulement en conjonction avec un mouvement social concret transcendant les limitations historiques du capitalisme. La science et la philosophie bourgeoises ne pouvaient pas se développer au delà les conditions matérielles de leur propre existence. Là où le mode de production capitaliste entravait un plus ample développement social, il entravait

également le développement de la science et de la philosophie. C'était la classe ouvrière qui briserait l'impasse sociale générale à travers sa propre émancipation, supprimant les limitations de classe du développement social, scientifique et philosophique. Cela ne signifiait pas que le marxisme, en tant que théorie et pratique de la classe prolétarienne, développait sa propre science et philosophie, cela signifiait que l'abolition concrète du mode de production capitaliste mettrait également fin à la science et à la philosophie qui lui était propre.

Korsch était conscient, bien sûr, que le marxisme se définissait lui-même comme un socialisme scientifique et non comme une philosophie, et qu'à la fois Marx et Engels assimilaient la philosophie bourgeoise à la philosophie en tant que telle. Exactement comme Marx ne dénonçait pas seulement une forme historique particulière de l'État - mais l'État en tant que tel, il combattait non seulement des systèmes philosophiques particuliers mais bien pour l'élimination de la philosophie. Comment cela devait-il être accompli ? Évidemment pas par un simple acte mental. Exactement comme l'abolition de l'État requérait un processus historique complet, la défaite de la philosophie demanderait une lutte idéologique prolongée. La question de la relation entre le marxisme et la philosophie persisterait aussi longtemps que domineraient les conditions qui avaient donné source à la philosophie bourgeoise et à sa contrepartie marxienne, le socialisme scientifique.[7]

L'intérêt de Korsch pour la relation entre le marxisme et la philosophie n'impliquait pas de sa propre part un intérêt particulier pour la philosophie, ni une tentative de ranimer la critique de la philosophie qui avait été le point de départ du jeune Marx dans sa critique du capitalisme ; il dérivait de son désir de restaurer le contenu révolutionnaire du marxisme. Le caractère révolutionnaire du marxisme avait été perdu et pouvait seulement être regagné à travers la reprise d'une lutte concrète contre la société capitaliste. Cette lutte semblait à portée de main dans les événements libérés par la première Guerre mondiale. Dans ces bouleversements le marxisme de la seconde Internationale entra en conflit avec celui de la troisième Internationale. Comment et pourquoi cela se produisit-il ? En quoi ces deux mouvements différaient-ils ? La question devait être résolue en appliquant la conception matérialiste de l'histoire à l'histoire du mouvement ouvrier marxiste lui même.

Ce faisant, Korsch divisait l'histoire marxienne en trois périodes distinctes. La première commence avec le communisme philosophique de Marx et prend fin avec le Manifeste Communiste. Elle est encore largement dominée par la philosophie comme critique compréhensive des conditions existantes qui inclut, mais sans séparer ni isoler, les éléments économiques, politiques et idéologiques constituant la totalité de la vie et du développement social. Cette période prend fin avec la défaite des mouvements révolutionnaires. Après cela, une longue période non-révolutionnaire s'ensuivit qui altéra le caractère du marxisme. Et il ne pouvait en être autrement, puisque le marxisme lui même insiste sur l'interdépendance entre théorie et pratique. Les nouveaux bouleversements révolutionnaires initiés par la révolution russe promettaient au marxisme une troisième période, révolutionnaire.

Durant la longue période d'inaction, argumentait Korsch, Marx et Engels développèrent leurs théories en leur donnant un contenu de plus en plus scientifique. Ceci, cependant, ne dissolvait pas leur système dans un nombre de sciences sociales spéciales et généralement applicables, il conservait son identité comme théorie critique globale de l'ensemble de la théorie et de la pratique capitaliste, qui également pouvait être vaincu seulement dans son entièreté, à travers le renversement des relations sociales sur lesquelles il était basé. Pendant que la philosophie était ainsi remplacée par la science, la science ne devenait pas la clé du processus de transformation sociale. Le marxisme était encore conçu comme la conscience d'un processus révolutionnaire concrètement en cours terminant par l'abolition du capitalisme. Pendant que cette conscience révolutionnaire avait évolué hors de la philosophie, elle

augmentait son efficacité par la science ; mais ce n'était ni la science ni la philosophie au sens restreint de ces termes.

Le retour des conditions révolutionnaires, dans la vision de Korsch, marquerait également le retour à une conscience sociale révolutionnaire. Le processus révolutionnaire était immédiatement idéal et concret. Mais comme l'histoire doit être faite par les hommes, cela impliquait que la conscience révolutionnaire devait être entretenue tout autant que la transformation concrète de sa base socio-économique. Il n'était pas possible de négliger l'une en faveur de l'autre sans compromettre les deux. En attaquant une nouvelle fois sur tous les fronts de la conscience sociale et de la pratique sociale, serait alors restaurée l'activité radicale du passé révolutionnaire du marxisme qui avait été perdu durant sa période évolutionnaire - une perte qui se manifesta dans le caractère réactionnaire du marxisme de la seconde Internationale.

Marxisme et philosophie de Korsch, incarnant ces idées, parut en 1923 en Allemagne et un an plus tard en Russie. Bien qu'écrit pour les communistes et contre la théorie et la pratique social-démocrate, les deux le rejetèrent comme une déviation du véritable marxisme. Pour Kautsky il était aussi faux que l'ensemble du communisme. Pour les bolcheviques, c'était une révision idéaliste du marxisme léniniste. Son rejet par les deux principales tendances du marxisme montra leur attachement commun au marxisme de la seconde Internationale, malgré leurs pratiques politiques par ailleurs divergentes. Korsch répondit à leur critique dans la seconde édition (1930), mais à cette époque il avait surmonté toutes ses illusions quant aux potentialités révolutionnaires de la troisième Internationale.

Korsch reconnaissait maintenant une affinité bien déterminée entre la version léniniste du marxisme et le marxisme de la seconde Internationale. Bien que ce dernier ait été divisé en lignes théoriques entre une soi-disant aile « révisionniste » et une aile « orthodoxe », cela n'affectait pas leurs politiques concrètes, les deux ailes étaient révisionnistes. Leur marxisme était simple idéologie, c'est à dire la « fausse conscience » d'une pratique réformiste. Ceci, concédait Korsch, pouvait avoir été inévitable, mais il n'y avait pas besoin de prétendre, comme à la fois Kautsky et Lénine le faisaient, que la classe ouvrière n'était pas capable de développer par elle-même une conscience socialiste, celle-ci devant lui être amenée de l'extérieur, par la bourgeoisie éduquée, d'orientation socialiste. La conscience socialiste, dans ces conditions, n'était pas l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière, mais le résultat de la perspicacité scientifique de l'intelligentsia vis à vis des mécanismes sociaux et de leurs lois de développement.

Avec cela, la conscience socialiste cessait d'être ce qu'elle avait été pour Marx, à savoir, l'expression théorique de la lutte de classe prolétarienne. Si « l'orthodoxie » de Kautsky représentait la « fausse conscience » d'une pratique révisionniste, le marxisme révolutionnaire de Lénine n'était pas meilleur, existant seulement sous forme idéologique comme fausse conscience d'une activité non-socialiste. Il n'exprimait pas les nécessités pratiques d'une lutte de classe moderne, internationale, anti-capitaliste mais était déterminé par les conditions spécifiques russes qui requérait non pas tant l'émancipation que la création d'un prolétariat industriel.

Cette situation pouvait être altérée uniquement par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière à une échelle internationale - partout où il y avait une possibilité objective de changer la société capitaliste en une société socialiste. Sans de telles actions, les bolcheviques étaient condamnés à devenir une nouvelle forme sociale d'oppression, qui était forcée, pour sa propre auto-défense, de subordonner les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière internationale à ses propres fins étroites. Aussi longtemps qu'il y avait une possibilité que la révolution russe soit étendue vers l'Ouest, la tentative léniniste de la conduire

au delà de ses propres limitations obéissait aux exigences d'une révolution prolétarienne occidentale. Avec l'échec à l'Ouest, ce n'était plus vrai. Korsch argumentait par conséquent qu'il était nécessaire de dissocier le communisme prolétarien du bolchevisme et de la troisième Internationale comme, auparavant, il avait été nécessaire de rompre avec le réformisme de la seconde Internationale. Les deux mouvements devaient être combattus, également avec le capitalisme dans toutes ses manifestations ; le mouvement ouvrier radical international ne devait pas être exploité pour les objectifs du régime bolchevique et pour les intérêts nationaux de la Russie.

Korsch se sépara de l'Internationale Communiste moins parce qu'il avait, depuis 1923, trouvé sa théorie insuffisante et une simple répétition de « l'orthodoxie » de Kautsky que parce que le mouvement communiste était devenu une force contre-révolutionnaire objective. Ce n'était pas tant que ces politiques aient été le résultat de fausses théories mais le fait qu'elles aient été déterminées par les besoins concrets de l'Etat russe, et par les intérêts spéciaux de sa nouvelle élite dirigeante et de son escorte bureaucratique. En essayant d'utiliser le communisme international pour les besoins nationaux de la Russie, les bolcheviques répétaient la misérable performance de la seconde Internationale qui, en 1914, sacrifia également l'internationalisme au nationalisme.[8] Le nouveau rôle contre-révolutionnaire du bolchevisme était apparent non seulement dans les politiques intérieures et étrangères de la Russie mais également dans les politiques quotidiennes de tous les partis communistes nationaux.

D'abord dans son propre journal, *Kommunistische Politik*, plus tard dans *Aktion* le journal anti-bolchevique et anti-social-démocrate de Franz Pfempfert, dans *Der Gegner* de Frantz Jung, dans diverses publications libérales et journaux universitaires, Korsch continua sa critique du mouvement ouvrier, qu'il soit ouvertement réformiste ou d'apparence radicale, combinant toujours sa critique avec une élucidation et une interprétation critique de la doctrine marxienne. Les thèmes de ses articles s'étendaient depuis des questions comme la dialectique de Hegel, en passant par divers aspects de la théorie marxienne, jusqu'à des problèmes politiques et économiques contemporains, et ils établirent sa réputation de polémiste marxiste, même s'il trouva un cercle diminuant de lecteurs élogieux et un nombre croissant d'ennemis politiques.

Particulièrement exceptionnelle fut sa polémique [9] contre l'opus majeur de Kautsky, *La conception matérialiste de l'histoire*, qui parut en 1927. Kautsky lui-même y répudiait son « orthodoxie » passée dans l'intérêt du progrès scientifique. Dans la tentative de développer le matérialisme historique de Marx à travers son extension par la voie des sciences naturelles, Kautsky prit comme point de départ non la dialectique de la société comme elle dérivait d'Hegel mais les théories biologiques évolutionnistes de Darwin. L'ouvrage de Kautsky confirma la critique antérieure de Korsch du « socialisme scientifique » de la seconde Internationale ainsi que son assertion que son orthodoxie cachait simplement ses propres aspirations révisionnistes qui étaient maintenant, enfin, proclamées comme une avance sur Marx.

En 1932, Korsch préparait une nouvelle édition du premier volume du *Capital* de Marx,[10] exposant une nouvelle fois dans sa préface et ses commentaires que, contrairement aux suppositions de nombreux marxistes, Marx lui-même ne différenciait pas le contenu spécifiquement historique et le contenu strictement théorique-économique de son œuvre. Dans la vision généralement acceptée de Rudolf Hilferding, par exemple, le marxisme était un système scientifique des lois générales de la production sociale et la théorie économique marxienne une application de la loi générale à la société productrice de marchandises. La théorie ouvrière de la valeur de Marx et la conception matérialiste de l'histoire étaient vues comme identiques alors que pour Marx la première se référait uniquement au capitalisme et que la deuxième n'était pas une loi économique générale mais élucidait le développement historique comme un tout. En étant une critique efficace de l'économie politique bourgeoise, le *Capital* de Marx était

aussi, bien sûr, comme Korsch le fit remarquer, une contribution à la science économique. Mais l'économie politique n'était pas seulement pour Marx un système théorique de propositions, qu'elles soient vraies ou fausses, mais un morceau de la réalité historique, i.e., de la totalité et de l'histoire de la société bourgeoise, et en tant que telle elle constituait le sujet-matière du *Capital*.

Quand Hitler arriva au pouvoir en 1933, Korsch quitta l'Allemagne pour l'Angleterre, de là alla au Danemark et en 1936 immigra aux Etats-Unis. Durant son séjour au Danemark il passa beaucoup de temps avec Bertold Brecht,[11] qui avait auparavant suivi ses cours à Berlin, et commença à travailler sur son livre *Karl Marx* pour les séries d'études sociologiques du professeur Morris Ginsberg.[12]

Le *Karl Marx* de Korsch est peut-être la plus riche et en même temps la plus concentrée des interprétations du marxisme. Elle est immédiatement historique, sociologique et économique. Malgré les auspices sous lesquels il a été publié, il dénie toute connexion entre le marxisme et ce qui est généralement pensé comme de la sociologie. Son souci concerne les idées originelles de Marx plus que leur développement ultérieur, et ces idées sont vues à la lumière d'évènements historiques récents.

L'exposition de Korsch est organisée autour de trois principes : spécification historique, changement et critique. Marx fut strictement soucieux, écrivait-il, de la société capitaliste et de ses catégories économiques fétichistes, son unique intérêt fut de changer la société, les particularités de ce changement furent laissées au futur. Cela n'exclut pas la généralisation historique ; mais en analysant la forme historique spécifique de la société bourgeoise Marx parvenait à une connaissance générale du développement social qui transcendait de loin cette forme particulière, et en pénétrant les catégories fétichistes de l'économie politique, sa critique devint la théorie d'une révolution prochaine. La théorie de la lutte des classes de Marx était elle même lutte des classes et ne prétendait ni ne désirait être autre chose.

Le marxisme, dans la vision de Korsch, était la théorie transitoire de la société capitaliste comme phase transitoire du développement historique. Il traita « avec toutes les idées comme étant reliées avec une époque historique définie et avec la forme spécifique de société appartenant à cette époque et se reconnut lui même comme étant tout autant un produit historique comme n'importe quelle autre théorie appartenant à un stade défini de développement social et à une classe sociale définie » (p. 84). Le caractère historique du marxisme excluait toute forme de dogmatisme et Korsch consacra une grande part de son travail ultérieur à libérer le marxisme de tels fardeaux.

Le livre de Korsch trouva seulement une réponse limitée, et ses idées politiques encore moins, dans un climat social façonné par les préparatifs de la guerre et la défaite, qu'elle soit concrète ou par défaut, de toutes les aspirations de la classe ouvrière. La guerre civile espagnole et sa transformation partielle en lutte impérialiste trouva Korsch aux côtés des anarcho-syndicalistes et de leurs tentatives éphémères de collectiviser la production et la distribution sociale. Toute manifestation de l'indépendance prolétarienne à travers l'action directe pour les objectifs de la classe ouvrière était maintenant perçue par Korsch comme des signes nombreux montrant la persistance de la conscience de la classe prolétarienne à l'intérieur de l'aire en expansion du contrôle autoritaire sur des sphères toujours plus grandes de la vie sociale. La clé d'une possible renaissance du mouvement prolétarien résidait dans l'action de la classe ouvrière en son propre nom et non pas dans l'adhésion idéologique à la doctrine marxiste.

Se tenant en dehors du mouvement ouvrier officiel, et très indigne pour le monde universitaire de plus en plus conformiste, la vie de Korsch fut d'une grande solitude, qui devint encore plus prononcée durant la guerre et ses suites. La plupart du temps il n'avait pas d'autre exutoire que les publications des « communistes de conseils », [13] eux-mêmes un petit groupe isolé avec un point de vue marxiste radical

conséquent, dont Korsch partageait maintenant les vues anti-parlementaires et anti-syndicalistes. Ses contributions traitaient de la transformation monopolistique du capitalisme, avec les faux et réels problèmes de la seconde Guerre Mondiale et de l'attitude des travailleurs envers la guerre ; dans la vision de Korsch la guerre ne pouvait servir leur intérêts réels quelqu'en soient ses résultats. « Les travailleurs », écrivait-il, « ont déjà depuis trop longtemps donné pour les objectifs d'autres gens, qui leur étaient imposés aux noms grandiloquents de l'humanité, du progrès humain, de la justice et de la liberté... La seule tâche pour les travailleurs, comme pour chaque autre classe, c'est de faire attention à eux-mêmes. »[14]

En 1950 Korsch visita l'Europe et donna une série de cours en Allemagne et en Suisse, dans lesquels il exposa ses *Dix thèses sur l'état du marxisme*. [15] A première vue, elles semblaient indiquer la rupture totale de Korsch avec le marxisme. Cela n'avait plus de sens, déclarait-il, de soulever même la question de savoir si les enseignements de Marx et Engels avaient encore une validité théorique et une efficacité pratique. La théorie de Marx dans sa fonction originelle, en tant que la théorie de la révolution socialiste des ouvriers, ne pouvait être restaurée et toutes les tentatives pour le faire étaient des utopies réactionnaires. Pour faire un premier pas dans la reconstruction de la théorie et de la pratique révolutionnaire, il était nécessaire de nier au marxisme la prétention monopolistique sur le mouvement révolutionnaire et de considérer Marx simplement comme l'un des nombreux fondateurs et promoteur du socialisme, aux côtés des soi-disant socialistes utopiques et des grands rivaux de Marx, Blanqui, Proudhon et Bakounine. D'importantes parties de la théorie de Marx restaient valides mais leurs fonctions avaient changé avec l'évolution des conditions. Particulièrement critique pour le marxisme était sa dépendance vis à vis des circonstances économiques et politiques sous lesquelles il surgissait, et en conséquence sa connexion avec les formes politiques de la révolution bourgeoise. Egalement critique était sa croyance que l'Angleterre constituait le modèle de tout développement capitaliste ultérieur et que c'était ce type particulier de développement qui produisait la nécessaire présupposition pour le socialisme. Ces conditions et hypothèses donnèrent l'essor à la surestimation marxiste de l'Etat comme instrument décisif de la révolution socialiste, tout comme à l'identification mythique du développement capitaliste avec la révolution socialiste.

A cause de ces caractéristiques, il fut possible pour Lénine d'adapter et de transférer le marxisme, dans une nouvelle forme, en Russie et en Asie, et de changer le socialisme marxien, théorie révolutionnaire, en une simple idéologie, qui pouvait être utilisée pour un grand nombre d'objectifs différents, et qui fut employée ainsi dans la révolution russe et dans le reste du monde. Mais la simple transformation du capitalisme privé compétitif en un monopole sur les moyens de production et le contrôle social ne conduisit pas à l'auto-détermination des travailleurs, et il n'était plus dès lors, quoi qu'il ait pu être d'autre, un objectif révolutionnaire.

Ce qu'il y avait de nouveau dans ces thèses, c'était leur ton. A part cela elles étaient simplement un résumé de la préoccupation critique que Korsch tout au long de sa vie eut pour le marxisme et sa relation avec la révolution ouvrière, et une conséquence de sa conviction que le marxisme lui même ne devait pas être compris comme plus qu'un stade particulier du développement historique. Comme il avait tracé sa voie des théories de Marx jusqu'à la révolution russe, maintenant il traçait son chemin de retour, revenant du léninisme vers le marxisme, et il trouva le premier déjà contenu dans le dernier. Cette découverte, toutefois, requérait l'application intermédiaire concrète du marxisme à la réalité sociale. La dégénération bourgeoise du marxisme en Russie, comme Korsch l'avait souligné en 1938, « n'était pas essentiellement différente de l'aboutissement de la série de transformations idéologiques... qui advinrent aux nombreux courants du soi-disant marxisme occidental. Moins que jamais auparavant

le marxisme aujourd'hui ne servait comme arme théorique dans une lutte indépendante du prolétariat, par le prolétariat, pour le prolétariat ».[16] Mais maintenant il trouvait les graines de toutes ces transformations déjà encastrées dans le marxisme, conditionné par son temps, de Marx lui-même.

Ce qui dans la théorie et la pratique marxienne apparaissait comme anti-bourgeois à un stade du développement capitaliste devenait assimilable au mode de production capitaliste à un autre stade. Ce qui semblait être la route du socialisme menait à un nouveau type de capitalisme. Ainsi la critique de l'orthodoxie marxienne par Korsch, particulièrement de sa version léniniste, devint en fin de compte une critique du marxisme lui-même et donc aussi, bien sûr, auto-critique. Cependant, elle n'était pas, disait-il, « dirigée contre ce qui peut être appelé dans un sens très détaillé le marxisme, qui est le mouvement révolutionnaire indépendant de la classe ouvrière internationale ». Elle était dirigée contre l'insuffisance du marxisme, dans tous ses divers stades, à servir ce mouvement d'une manière dénuée d'ambiguïtés.

Un grand nombre d'ébauches fragmentaires pour des articles, aussi bien que des esquisses pour des livres envisagés, attestent du désir continu de Korsch d'avancer de la critique du marxisme à une compréhension des exigences théoriques et pratiques du socialisme, sous les conditions actuelles et leurs tendances discernables. Car il était encore convaincu que, comme le capitalisme d'autrefois, le capitalisme dans sa forme moderne monopolistique avait également ses limitations historiques. Si cela n'était désormais plus possible dans le vieux système de références marxiste, la nouvelle théorie et pratique serait néanmoins une sorte de marxisme du vingtième siècle, bien qu'il ne puisse être appelé par ce nom. Pour servir cette fin, Korsch n'essaya pas seulement de regarder vers l'avant, mais il ré-examina aussi ces théories et mouvements du passé qui s'étaient opposés au marxisme non pas parce qu'il était socialiste mais parce qu'il n'apparaissait pas assez socialiste, en incorporant en lui-même des aspects d'une nature capitaliste et des aspects d'un développement capitaliste - comme la centralisation gouvernementale de la prise de décision - qui généraient l'auto-détermination de la classe ouvrière.

Korsch réalisa aussi que les soi-disant pays sous-développés employaient, sous une forme ou une autre, l'idéologie marxienne pour des fins immédiates qui ne correspondaient pas avec le concept de socialisme comme émancipation du prolétariat industriel et abolition des relations sociales de classes. Mais ces transformations étaient réelles et devaient être reliées au processus général de changement social maintenant en route à une échelle mondiale. Décrire ce processus en termes marxistes c'était mal le comprendre, d'ailleurs il n'était pas non plus possible d'ignorer ce processus de transformation concrète en adhérant à un marxisme qui ne s'ajustait pas à la situation réelle.

Il est difficile de savoir si l'état fragmentaire des nombreuses tentatives de Korsch pour traiter avec le monde présent et ses potentialités révolutionnaires, ou contre-révolutionnaires, était dû aux difficultés inhérentes à la matière du sujet lui-même ou s'il était lié à la perte progressive de ses propres capacités - le résultat d'une maladie qui le détruisait lentement. Sa dernière tentative cohérente de formuler ses nouvelles idées porte un titre significatif, *Le temps des abolitions*. Elle enquête sur les possibilités et les exigences de l'abolition escomptée du mode de production capitaliste, du capital, du travail lui-même et de l'État. Elle essaie de séparer les éléments réalistes de ceux qui sont utopiques dans la pensée de Marx sur ces questions, et d'aller un pas plus loin que Marx dans la considération d'un futur socialiste.

Korsch mourut à Cambridge, dans le Massachusetts, en 1961.

NOTES

- [1] G. Lichtheim, *Marxism : An Historical and Critical Study* (Londres, 1961), p. 394.
- [2] L. Kolakowsld. *Der Mensch ohne Alternative* (Munich, 1961) p. 23.
- [3] K. Korsch, 'Sozialisierung und Arbeiterbewegung', in *Freies Deutschland*, Hanovre, 1919.
- [4] K. Korsch, *Was ist Sozialisierung ? Sorialistische Schriftenreeihe*, Heft 1, Hanovre, 1919.
- [5] K. Korsch, *Quintessence des Marxismus* (Berlin-Leipzig, 1922) ; *Kernpunkte der Materialistischen Geschichtsauffassung* (Berlin, 1922) ; *Marxismus und Philosophie*, Archiv fur die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung (Leipzig, 1923), etc.
- [6] Collectés dans la seconde édition élargie de *Marxismus und Philosophie* (Leipzig, 1930).
- [7] *Ibid.* p. 89.
- [8] K. Korsch, *Der Weg der Komintem* (Berlin, 1926).
- [9] K. Korsch, *Die Materialistische Geschichtsauffassung : Eine Auseinandersetzung mit Karl Kautsky* (Leipzig, 1929).
- [10] *Das Kapital. Mit Vorrede und Anmerkungen von Karl Korsch* (Berlin, 1932).
- [11] Brecht se référait à Korsch et à Fritz Stenberg comme ses professeurs marxistes. Mais leur enseignement était évidemment perdu par l'élève qui demeura un stalinien avec des inclinaisons bourgeoises jusqu'à sa mort. Toutefois, il y eut quelques résultats de la « collaboration » Korsch-Brecht, par exemple, la tentative de Brecht (dans un goût plutôt discutable) de moderniser et ré-écrire *Le manifeste communiste* sous une forme hexamétrique, voir : W. Rash, « Bertold Brecht's Marxistischer Lehrer », *Merkur*, Octobre 1963 ; *Sinn und Form*, No. 2/3, 1963.
- [12] Publié à Londres en 1938 et ré-édité à New York, 1963. Une version allemande est à paraître prochainement sous les auspices de l'Institut pour l'Histoire Sociale, Amsterdam.
- [13] *Living Marxism* et, plus tard, *New Essays*, tout deux publiés à Chicago de 1934 à 1943. Une sélection des articles de Korsch tirés de ces périodiques sera publiée par l'Institut pour l'Histoire Sociale d'Amsterdam et une autre sélection par Feltrinelli, Milan. Voir aussi K. Korsch, "The New Program of the American Workers Party", *Council Correspondence* (Chicago), Janvier 1935.
- [14] *Living Marxism*, Vol. V, No. 3, p. 47.
- [15] Publié en 1959 dans *Arguments* (Paris), No. 16.
- [16] K. Korsch. "The Marxist Ideology in Russia", *Living Marxism*, Vol IV, No. 2, p. 50 ; "Marx's Stellung in der Europaischen Revolution von 1848", *Die Schule*, No. 5, 1948.
- [17] K. Korsch, "Marxism and the Present Task of the Proletarian Class Struggle", *Living Marxism*, Vol. IV, No. 4, p. 119.



Otto Rühle par Diego Rivera

Brochure pdf mise en ligne gratuitement en 2014

par *La Bataille socialiste*

<http://bataillesocialiste.wordpress.com>